



forêts et
biodiversité &
souveraineté
alimentaire

© Abhijith Dey

pour la terre qui nous nourrit

expériences de lutte et réussites pour poursuivre la réalisation
d'une souveraineté alimentaire basée sur la diversité des
territoires

Juillet 2011

pour la terre qui nous nourrit

expériences de lutte et réussites pour poursuivre la réalisation d'une souveraineté alimentaire basée sur la diversité des territoires

Mars 2011

Nous sommes une fédération d'organisations environnementalistes de base diverses avec plus de deux millions de membres et de soutiens dans le monde entier. Nous questionnons le modèle dominant de globalisation économique et patronal, et nous promovons des solutions qui contribuent à créer des sociétés environnementalement durables et socialement justes. Nous t'invitions à te joindre au mouvement mondial pour un changement : merci d'effectuer une visite pour t'informer sur la manière de t'impliquer.

Notre vision est celle d'un monde pacifique et durable avec des sociétés qui vivent en harmonie avec la nature. Nous voulons une société de personnes interdépendantes, qui vivent avec dignité et dans la plénitude, au sein de laquelle l'équité et l'exercice des droits de l'homme et des droits des peuples soient une réalité. Ce sera une société construite sur la base de la souveraineté des peuples et de la participation populaire. Une société fondée sur la justice sociale, environnementale, économique et de genre, et libérée de toutes les formes de domination et d'exploitation, telles que le néolibéralisme, la globalisation patronale, le néocolonialisme et le militarisme.

Amis de la Terre compte des groupes membres dans les pays et territoires suivants :

Afrique du Sud, Allemagne, Angleterre Pays de Galles et Irlande du Nord, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Belgique flamande, Bolivie, Brésil, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Corée du Sud, Costa Rica, Croatie, Curaçao, Danemark, Ecosse, El Salvador, Espagne, Estonie, Etats-Unis, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grenade, Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Libéria, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Malaisie, Malawi, Mali, Malte, Maurice, Mexique, Mozambique, Népal, Nigeria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République Tchèque, Sierra Leone, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Swaziland, Tanzanie, Territoires Palestiniens, Timor Oriental, Togo, Tunisie, Ukraine et Uruguay

(Merci de prendre contact avec le Secrétariat International pour plus d'informations)

Ont participé à cette publication:

Coordination de Programmes: Martín Drago, REDES – Amis de la Terre Uruguay; Isaac Rojas, COECOCEIBA Amis de la Terre Costa Rica.

Edition: Claudia Jerónimo, CEIBA Amis de la Terre Guatemala; Eduardo Sánchez, Amis de la Terre Argentina.

Traduction et correction de style: Caroline Floren, Julien Basdevant.

Graphisme et illustration : Natalia Salvático, Amis de la Terre Argentina.

Nous remercions Oxfam-Novib pour son soutien

Amis de la Terre
Secrétariat International

P.O. Box 19199
1000 GD Amsterdam
Pays-Bas / The Netherlands

Tel: 31 20 622 1369
Fax: 31 20 639 2181
www.foei.org

sommaire

pour la terre qui nous nourrit

expériences de lutte et réussites pour poursuivre la réalisation d'une souveraineté alimentaire basée sur la diversité des territoires

sommaire	3
introduction à la publication	4
introduction basée sur les programmes	6
territoires	8
Nigeria – Les forêts, vecteur de la diversité humaine et biologique	10
par Rita Osarogiagbon - ERA - AT Nigeria	
Ouganda - Projet BIDCO: Prospérité ou accélération de la pauvreté à Kalangala	12
par David Kureeba - NAPE (Association Nationale de Professionnels Environnementaux) - AT Uganda	
Indonésie – La conservation avec une base communautaire	14
par Berry Nahdian Forqan et Ade Fadli - WALHI-AT Indonésie	
Argentine – “Il y a toujours quelque chose à manger et à vendre”	16
par Eduardo Sánchez - AT Argentine	
Colombie - La résistance: une histoire qui vient des plateaux et qui se transforme en rivières d'aliments	18
article élaboré à partir d'écrits de María Stella Sandoval – CENSAT - AT Colombie	
Costa Rica – Une expérience de gestion communautaire de la forêt et de l'agriculture paysanne	20
par Mariana Porras - COECO CEIBA - AT Costa Rica	
Salvador - Les Cuzcatlecos, un exemple de travail et de lutte pour la conservation de nos semences autochtones	22
par Silvia Quiroa – CESTA-AT El Salvador	
Etats-Unis d'Amérique – Donner une chance aux consommateurs	24
par Eric Hoffman et Kate McMahon - AT Etats-Unis d'Amérique	
Guatemala – Interview de Florinda Ramírez, de la ferme “Pour Venir”, à Cuilco	26
par Claudia Jerónimo – CEIBA - AT Guatemala	
Suisse – L'initiative populaire en faveur de l'exploitation durable de la terre	28
par Bertrand Sansonnens, en collaboration avec Marcus Ulber et Marcel Liner - Pro Natura - AT Suisse	
Conclusions	30

introduction à la publication

Communautés indigènes, paysans et populations urbaines, nous peuplons des parties distinctes de la planète et nous vivons selon des coutumes propres, héritées, acquises ou imposées. Nos modes de vie étant distincts les uns des autres, la manière dont nous obtenons la nourriture que nous consommons quotidiennement l'est aussi, ce qui participe à déterminer notre culture, notre identité, la manière dont nous concevons la nature et aussi notre lien avec la terre mère.

Ces relations définissent aussi notre cohabitation avec les différentes formes de vie qui nous entourent, ce que nous appelons Biodiversité. C'est pour cela qu'il existe des communautés indigènes, des groupes de paysans et de pêcheurs, qui recourent à des sources d'aliments naturels variées, qui proviennent de la forêt, de la jungle, des fleuves et rivières, de la mer, des lacs, etc., et qui vivent en harmonie dans ces environnements naturels depuis qu'ils les ont choisis pour s'y établir.

Nous pouvons aussi penser aux communautés indigènes-paysannes qui obtiennent leur nourriture grâce à leur potager et à la ferme familiale et/ou communautaire, conservant des traditions centenaires pour préserver et tirer parti de leur environnement quotidien ou proche. Il existe des populations ruralo-urbaines qui maintiennent une relation étroite avec des hommes et des femmes de la campagne, qui les fournissent en aliments dans le cadre d'initiatives visant à renforcer l'économie locale et communautaire.

Mais il existe aussi la situation qui voit une grande partie de la population, qui vit dans les grandes métropoles, se rendre aux gondoles des supermarchés d'entreprises multinationales qui, bien qu'étant loin d'être des productrices d'aliments, participent elles aussi à l'approvisionnement alimentaire d'une grande partie de la population mondiale, mais d'une façon qui exclue et rend invisible le travail de milliers de travailleuses et travailleurs ruraux et de leur relation avec la biodiversité, en imposant des modèles de production qui n'ont rien à voir avec l'utilisation durable des ressources communes ou encore avec le renforcement des économies locales. Les idées à propos du travail rural et de la production d'aliments sont fréquemment fausses, la campagne et la biodiversité apparaissant bien souvent comme des espèces en voie de disparition ou des destinations palpitantes pour les vacances. La déconnexion d'avec sa propre identité culturelle, sociale et culinaire prédispose à accepter que la production de minéraux et la destruction des sources de vie soient normales et nécessaires au « développement », oubliant le besoin de produire des aliments de manière durable.

Combien de fois nous sommes nous demandé d'où venaient les aliments que nous consommons au quotidien ? Connaissions-nous les graines et les lieux où peuvent pousser ces plantes et donner des fruits ? Nous sommes nous demandé si nous avons réellement le choix de décision sur le type d'aliments

que nous allons manger ? Ou alors, est-ce que nous les cuisinons et consommons tel que nous l'a imposé le marché ?

Les réponses d'un membre d'une communauté indigène ne seront sûrement pas les mêmes que celles d'un paysan, et encore moins que celles d'un habitant d'une grande ville. C'est pour cette raison que nous nous invitons à nous poser ces questions à nouveau, parce que nous imaginons que la réponse à ces questions nous permettra de réfléchir à nos propres manières de voir les choses et de se rendre compte qu'il en existe d'autres.

Nous sommes convaincus que si les modes d'approvisionnement d'aliments sont basés sur le respect des cycles naturels et des capacités des écosystèmes, sur la promotion des productions locales et les connaissances ancestrales, nous serons dans de meilleures conditions pour répondre de manière qualitative, quantitative et variée à nos besoins alimentaires quotidiens, renforçant la production et la consommation locales, pour pouvoir vivre de manière harmonieuse avec les personnes qui nous entourent et le milieu dans lequel nous évoluons. En définitive, nous ferons jouer notre droit à la souveraineté alimentaire, en respectant la diversité biologique des écosystèmes et en promouvant la diversité culturelle des peuples.

Nous considérons qu'il est urgent de promouvoir une éducation qui valorise nos traditions culturelles ancestrales et qui nous permette de nous accepter comme membre d'un monde biologique et culturel varié. C'est pour quoi nous désirons partager quelques-unes de ces réponses, quelques-uns de ces savoirs, de ces autres formes d'organisation que des communautés de différentes parties du globe mettent en place avec succès et au sein desquelles le rôle des femmes, des hommes et des autorités communautaires, engagés envers la terre mère, la biodiversité, les gens et les peuples est fondamental pour leur survie et leur futur. Il s'agit aussi de leurs difficultés, de leurs limites et de leur recherche incessante de solutions aux problèmes que le système socioéconomique dominant nous présente jour après jour, ce qui constitue aussi une bonne raison pour poursuivre et renforcer le travail et les luttes entrepris.

Nous savons que nous sommes en train de parcourir, toutes et tous ensemble, des chemins tout au long desquels il y aura de nombreuses possibilités pour se rencontrer, le fait de partager ces expériences nous permettant de nous reconnaître et de nous rendre compte que la distance qu'il reste à parcourir est longue, mais qu'elle est pleine d'opportunités pour que nous la réalisions conjointement.

Page suivante: "Des aliments sains pour tous" Ecole de la Mémoire, Vía Campesina, Argentine.



introduction basée sur les programmes

“Nous travaillons pour préserver les droits des communautés locales à contrôler les ressources des forêts et pour leur assurer un mode de vie durable.”

Programme Forêts et Biodiversité

“Nous aidons à concrétiser la souveraineté alimentaire des peuples sur la base de solutions locales, variées, écologiques et souveraines.”

Programme Souveraineté Alimentaire



Entreprendre un travail en équipe représente toujours un immense défi et souvent, cela peut-être aussi passionnant. Dans ce cas-ci, les deux cas de figure ont eu lieu.

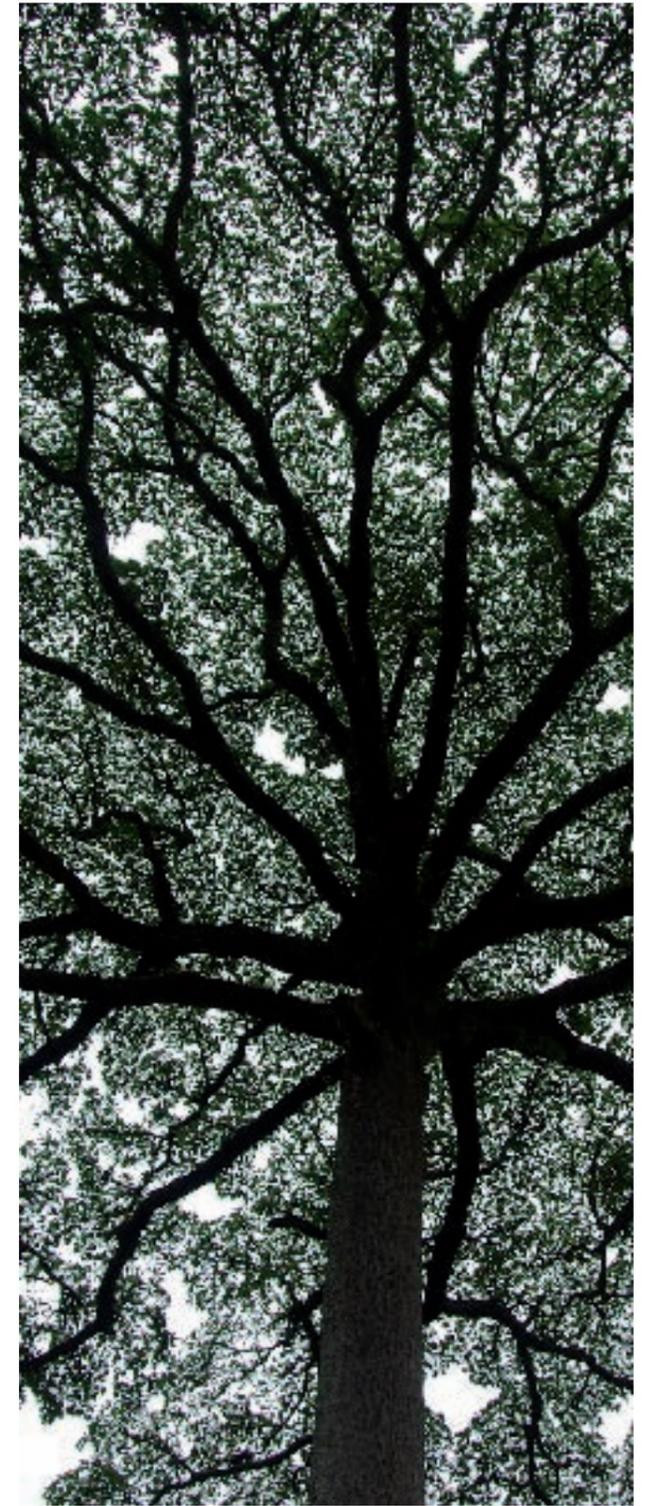
Nous avons décidé d'élaborer une publication écrite ayant pour objectif de valoriser, socialiser et renforcer le lien entre Biodiversité et Souveraineté Alimentaire, en partant du travail que les groupes membres d'Amis de la Terre International réalisent sur le terrain en collaboration avec des organisations de base, et c'est ainsi que nous vous avons sollicité pour partager vos expériences, vos luttes et vos réussites. Le résultat, c'est ce recueil d'expériences qui nous invite à découvrir ce qui se passe dans certaines parties du monde, comment nous affrontons des réalités contraires, quelles sont nos victoires et quelles sont celles qui sont sur le point de le devenir.

En parcourant cette publication, vous pourrez apprécier la diversité des orientations de chaque groupe membre et les différentes formes de s'organiser et de lutter sur ces territoires. Cet aspect revêt pour nous une signification spéciale, car il nous donne à réfléchir sur le fait que nous sommes le fruit de réalités différentes et que nous disposons de compétences distinctes, ce qui nous permet de réaffirmer, une fois de plus, que la diversité nous unit. Nous sommes convaincus que le renforcement de nos Programmes et Campagnes doit s'effectuer à partir de l'articulation de ce qui nous différencie pour promouvoir des changements réalisables, et que des propositions telles que celle-ci peuvent encourager les autres groupes membres de se joindre à d'autres actions communes.

Les objectifs que s'est proposé cette publication sont divers, que ce soit médiatiser le rôle que jouent les paysannes, les paysans, les peuples indigènes et les jeunes dans l'amélioration, l'utilisation, la conservation et la défense de la biodiversité ou souligner le rôle stratégique que représentent les pratiques d'agriculture paysanne/urbaine agro-écologique et familiale dans la défense du territoire et dans la résistance contre l'avancée des monocultures et autres industries d'extraction. D'autre part, nous souhaitons mettre en valeur la relation alimentation-semence-biodiversité, en encourageant les familles et les communautés à continuer de s'engager en faveur de la protection de la vie, de la terre, des ressources naturelles et du savoir ancestral, et de continuer de concrétiser la souveraineté alimentaire à partir de leur relation avec les diversités de leurs territoires. Enfin, illustré par certaines des expériences présentées, nous désirons souligner et faire refléter le rôle central que les femmes ont joué et jouent de par leur engagement quotidien.

Les témoignages que les communautés et les mouvements ont apportés nous encourageront à ce que notre résistance demeure ferme face à tout type de mécanisme d'appropriation des ressources essentielles à la souveraineté alimentaire et à la biodiversité, en suscitant l'intérêt et la prise de conscience envers les semences locales et la diversité des peuples.

Nous avons relevé un défi de taille : que la parole continue de circuler.



territoires



Nigeria

les forêts, vecteur de la diversité humaine et biologique

par Rita Osarogiagbon¹ - ERA - AT Nigeria

Les paysans et les communautés indigènes sont les défenseurs des forêts, de la nourriture, de l'eau, de la biodiversité et de l'environnement. Historiquement, ils sont en partie les propriétaires traditionnels des forêts et de ses ressources, mais malheureusement, leur rôle est rarement reconnu dans l'élaboration de politiques de gouvernance communautaire de la forêt. Ils ont dépendu de cet écosystème pour survivre, et ont été les plus touchés quand le Gouvernement a adjugé ces terres communautaires à des personnes individuelles et des entreprises transnationales. Généralement tue lors de ces obscurs négoce, cette mise à l'écart provoque distorsions sociales et culturelles, famines et maladies. Cette manière d'agir n'a jamais apporté de développement sans l'appauvrissement des peuples indigènes, touchant en particulier les femmes, les jeunes et les enfants.

Par exemple, l'acquisition par le géant français Michelin de plus de 3500 hectares de la réserve naturelle forestière d'Iguobazuwa de l'Etat d'Edo, reconvertis en plantations de caoutchouc, via un contrat de location de 25 ans, a réduit les ressources alimentaires, et augmenté la faim, la malnutrition, la pauvreté et l'émigration forcée. Les pratiques d'exploitation du bois non-durables, tant de la part des contractants agréés que des anonymes, la reconversion de forêts en plantations par des sociétés multinationales et les incendies de forêt dus à des fuites de pétrole sur les sites d'exploitation, restent les défis majeurs de la protection de l'écosystème et de la souveraineté alimentaire.

Les femmes jouent un rôle crucial dans la protection de la forêt et la gestion de ses ressources. Comme femmes au foyer, elles sont impliquées dans les tâches domestiques quotidiennes de leurs foyers, la culture de subsistance, la collecte de bois pour cuisiner et de plantes médicinales. Malheureusement, les lois et politiques modernes consacrées aux forêts méconnaissent cette réalité et sont évidemment tendancieuses vis-à-vis de ces femmes. Par exemple, il existe une inégalité de genre concernant l'accès à la terre, qui est crucial pour l'exploitation de ses ressources. Tant les lois modernes que traditionnelles tendent à être interprétées en faveur de la possession et du contrôle masculin. Dans certains cas, il est même interdit aux femmes d'acquiescer un terrain sans le consentement préalable de leurs maris.

« Mes enfants sont en train de se former à l'école. J'avais l'habitude de produire du manioc en grande quantité, que les gens venaient m'acheter. Quand Michelin est arrivé avec ses bulldozers diaboliques...je me suis évanouie, il n'y avait personne pour m'aider. Quand j'ai repris mes esprits, je me trouvais étendue sur l'herbe. Là, j'ai commencé à pleurer. C'est comme si il n'y avait plus de raison de vivre. Maintenant, je suis sans terrain, sans ferme, sans nourriture » raconte Victoria Odogbee, de la communauté d'Aifesoba.

Les études démontrent que quand la thématique de genre est prise en compte dans la gestion durable des forêts, cela améliore l'effectivité des politiques mises en œuvre, augmente

le potentiel de souveraineté alimentaire, diminue les possibles conflits entre usagers de la forêt, et permet que les femmes aient un accès égalitaire à la terre. L'industrie forestière dans le sud du Nigeria est particulièrement active, mais les femmes sont rarement embauchées lorsqu'il y a des postes disponibles, en raison de leur classement comme professions à risque.

L'Afrique demeure le continent le plus touché par les crises climatiques. Permettre aux pays riches de continuer de polluer au nord et d'aller dans le « tiers monde » planter et cultiver du caoutchouc, de l'huile de palme et des agro-combustibles, n'est pas une réponse au changement climatique. C'est inacceptable ! Il s'agit de racisme environnemental qui fait craindre au continent africain l'impact le plus rude, aux conséquences désastreuses, ayant pour origine des pêchés auxquels ses habitants ont peu ou pas contribué. Le projet REDD, qui a été imposé par des multinationales et des gouvernements occidentaux, qui incluent à des institutions et des donateurs, n'est pas une solution innocente. Cela fait partie d'un plan qui vise à coloniser et appauvrir encore plus le continent riche en ressources. Les cas toujours plus nombreux de désertification au nord, de déforestation au sud, de menace d'érosion de précipices dans l'est et l'ouest du continent, et les tendances climatiques en général imprévisibles sont des signes visibles de cet impact. Cela provoque un triple effet sur les forêts, la biodiversité, la souveraineté alimentaire et la subsistance des modes de vie.

La souveraineté alimentaire est affaiblie par l'accaparement des terrains par l'agriculture industrielle, la culture d'agro-combustibles y les divers modes d'introduction, par la porte de derrière, de cultures génétiquement modifiées qui réduisent la riche diversité africaine. Une étude récente révèle des problèmes dans les neuf communautés que Michelin a envahies, depuis le début de l'année 2008, quand ils ont fait irruption dans la réserve naturelle sans la consultation préalable convenue. Cet acte a non seulement détruit l'héritage environnemental de la réserve mais a aussi ébranlé son équilibre économique et ses composantes sociales et culturelles.

Succès et réussites d'ERA (Environmental Rights Action) / Friend of the Earth Nigeria sur la thématique des Forêts et de la Biodiversité

ERA a tout d'abord initié une campagne pour freiner les dangers de la reconversion d'écosystèmes boisés en plantations de caoutchouc. Cela inclut une série d'ateliers de prise de conscience et de renforcement des capacités, mobilisant en particulier les femmes pour qu'elles jouent un rôle actif. ERA a aussi écrit au Gouvernement de l'Etat d'Edo ainsi qu'à Michelin Nigeria Plc, réclamant que justice soit faite. De plus, en janvier 2009, plus de 50 représentants des communautés d'Aifesoba et d'Obozogbe, qui manifestaient avec des pancartes, ont rendu visite au siège d'ERA au Bénin, pour chercher de l'aide et pour enregistrer leur protestation. Ce cas s'est converti en une campagne globale qui a impliqué 6000 personnes, issues de 60 pays, qui ont apposé leur signature au bas de la pétition contre

Michelin et qui a abouti à l'interpellation du Gouvernement de l'Etat d'Edo pour que soit réalisée une enquête publique et que soit révoquée la vente des terres.

Cette campagne a eu pour conséquence que le géant français Michelin obtienne la troisième place des prix Pinocchio 2009², organisés par l'organisation Amis de la Terre France, dans la catégorie Droits de l'Homme. La pression exercée sur Michelin a eu pour conséquence une augmentation spectaculaire des paiements de compensation effectués en faveur de la communauté d'Obozogbe, en comparaison à ce qu'ont reçu d'autres communautés très touchées. Plus encore, les paysans de cette communauté furent avertis pour qu'ils puissent effectuer leurs récoltes. Cela leur permit d'en sauver une partie avant l'arrivée des bulldozers, ce qui n'avait jamais eu lieu auparavant.

L'alliance entre les organisations ERA, le World Rainforest Movement, basé en Uruguay, et Amis de la Terre France, a été confortée. Ces derniers ont pris contact avec le siège de Michelin, ce qui signifie que l'entreprise est tout à fait consciente du cas nigérian. De plus en plus de femmes se joignent à la lutte contre la déforestation dans cette région boisée bénite. La prise de conscience croissante des journalistes locaux et internationaux sur des sujets en lien avec les forêts et la biodiversité, a permis d'augmenter l'espace dédié et d'obtenir une couverture de qualité sur ces thèmes de la part des médias.

ERA exige une révocation radicale de l'accord de location adjugé à Michelin, pour ne pas s'être tenu aux règles en vigueur. De même, le rétablissement de l'environnement, à l'aide d'espèces variées à croissance rapide, étant donné que les bulldozers l'ont laissé vulnérable et sans protection face au changement climatique; la compensation intégrale des récoltes détruites et la restitution des terres ancestrales; un montant compensatoire exhaustif et adéquat, qui sera géré par le Gouvernement de l'Etat d'Edo et par les représentants civils pertinents, en faveur des paysans et des communautés affectées. Néanmoins, la lutte continue

1 - Directrice du Projet Forêts et Biodiversité.

2 - Prix adjugé aux entreprises qui mentent le plus à propos du développement durable.



Ouganda

projet BIDCO: Prospérité ou accélération de la pauvreté à Kalangala

par David Kureeba³ - NAPE (Association Nationale de Professionnels Environnementaux)-AT Uganda

BIDCO, le plus grand fabricant d'huiles végétales, de graisses, de margarine, de savons et de concentrés de protéines de l'Afrique centrale et orientale, est en train d'investir dans une plantation multimillionnaire de palmiers à huile sur l'île Bugala de Kalangala. L'entreprise a pour partenaires la société Archer Daniels Midlands des Etats-Unis, le groupe malais Wilmar et l'entreprise Josovina de Singapour. Le Fonds International pour le Développement Agricole (IFAD) et la Banque Mondiale ont accordé un prêt de 10 millions d'US dollars pour financer les plantations et l'infrastructure nécessaire, tandis que le gouvernement apportera l'équivalent de 12 millions d'US dollars en terres, électricité et construction de routes, et que BIDCO investira 120 millions d'US dollars dans le projet⁴.

Le projet a déjà planté toute la surface planifiée, plus de 10 000 hectares de palmiers sur l'île, 6500 hectares furent plantés par l'entreprise-mère et 3 500 autres hectares par des petits propriétaires sous-traitants. Ce qui a inclus la destruction de la forêt tropicale et de prairies, et leur remplacement par des palmiers à huile; qui étaient déjà prêts pour leur traitement et transformation en huile en décembre 2009.

Bien que ce projet ait été élaboré afin d'améliorer les conditions de vie en Ouganda, en particulier celles de la communauté de pêcheurs de Kalangala, ainsi que réduire le coût que représente l'importation d'huiles végétales et améliorer le niveau nutritionnel dans la région, les résultats sont opposés. Les promesses du gouvernement et de l'entreprise n'ont pas été respectées. Un rapport réalisé par le Forum des ONG du district de Kalangala (KADINGO), groupe d'ONG partenaire de l'Association Nationale de Professionnels Environnementaux (NAPE), expose les impacts négatifs sérieux du projet auxquels se heurte la population locale.

L'implantation des palmiers à huile a accentué la déforestation et la diminution des réserves d'eau, de telle sorte que les habitants ne peuvent plus obtenir d'eau potable ainsi que de nombreux produits et services, tels que du bois et des plantes médicinales, qui ont disparu. Les communautés sont confrontées à l'appropriation de leurs terres par l'entreprise BIDCO, qui leur hôte par là même leur ressource alimentaire. Ce phénomène a été accéléré par le Gouvernement, qui a concédé la propriété formelle des terrains à l'entreprise, et non à ses habitants. Il a aussi réprimé toute opposition des communautés. Aujourd'hui, les gens sont plus pauvres qu'avant, ce qui a provoqué des accusations, des vols de nourriture et de bois, ainsi que des conflits entre les habitants dont les terres ont été accaparées. Il y a eu des conflits à ce sujet entre BIDCO et la population. Certains habitants de la zone ne savent pas ce que l'avenir leur réserve, et particulièrement celui de leurs enfants, étant donné que BIDCO réclame la terre où ils sont établis depuis des décennies, d'autant plus que l'entreprise possède maintenant les titres de propriété des terrains en question.

À cela s'ajoute le fait que de nombreuses communautés ont

été déplacées des champs qu'elles cultivaient ainsi que des pâturages, certains sans compensation adéquate, à tel point qu'elles durent vendre de fait leur bétail à un prix moindre. De plus, il existe de nombreux conflits entre les communautés et les défenseurs du projet, par exemple en raison de l'accès, qui est nié aux communautés, aux ressources suivantes : l'utilisation du réseau routier du projet pour le transport du bétail ; les points d'eau situés dans la zone du projet qui étaient utilisés auparavant par les communautés ; les pâturages situés eux aussi dans la zone du projet, ce qui a eu pour conséquence la confiscation des animaux «entrés par effraction», leurs propriétaires devant payer une amende exorbitante pour les récupérer, sous peine de les voir abattus et consommés sans compensation financière, ce qui décourage l'élevage de bétail dans la zone du projet. Kalangala était une destination touristique importante. Avec l'introduction des biocarburants, une partie significative de la vie sauvage locale, dont la magnifique forêt tropicale et les singes, a disparu. Les rares primates qui survivent sont en dangers étant donné que le Gouvernement a donné l'ordre de les abattre car ils se nourrissent des fruits des palmiers, ce qui représente une grande perte pour l'entreprise. Il en va de même pour les chiens. À la télévision, un membre du Gouvernement a donné l'ordre de les abattre si leurs maîtres les laissaient vagabonder dans la plantation et manger les fruits du palmier.

Les terrains publics étaient d'usage communautaire. Quand ils furent remis aux entreprises, de nombreuses personnes furent affectées. En outre, le boom du marché foncier sur l'île a attiré de nombreux riches acheteurs pour acquérir des terrains privés. Les communautés indigènes qui vivaient sur ces terrains depuis des générations ont vu leurs terres clôturées ou en ont été expulsés. Par conséquent, elles ont perdu leurs moyens d'existence. Même ceux qui n'ont pas encore été touchés s'inquiètent de leur avenir et ne peuvent pas réaliser d'investissements à long terme. Dans le village de Mugoye, une partie de la population, qui vit dans une enclave entourée de plantations de palmiers à huile, se demande ce qui va se passer si les «propriétaires» décident de vendre leur terrain à l'entreprise ou d'y planter des palmiers à huile pour les exploiter comme sous-traitants.

Il était prévu que l'usine de transformation d'huile de palme utiliserait de l'électricité. Néanmoins, quand la première récolte fut effectuée et fut prête à être transformée, l'énergie hydro-électrique n'était pas encore installée, que ce soit à Kilangala ou dans l'usine. Ce retard rendit nécessaire l'utilisation du bois comme moyen de substitution, et tout le monde se souvient que BIDCO rasa une grande aire boisée laissant quelques surfaces réduites aux mains des communautés. Maintenant, l'entreprise réclame cette partie restante pour en exploiter le bois. Ceci est tout simplement impensable pour les communautés, sachant qu'elles collectent dans ces forêts du matériel de construction ainsi que du bois pour leurs foyers. Ainsi, la forêt culturelle dans cette zone a été détruite, les sites sacrés n'ayant pas non plus survécu. Tout ça laisse la communauté de Kilangala sans recours.

Réalisations de NAPE (Association Nationale de Professionnels Environnementaux) / Amis de la Terre Ouganda

En septembre 2010, une équipe de l'Ecole de la Durabilité⁵ de NAPE a visité les lieux pour opérer une évaluation visuelle de la situation, rencontrant des communautés dont les leaders se battaient littéralement, sur le site d'un point d'eau auquel les communautés n'avaient pas accès. Cette situation est une preuve que la question de la violation des droits de l'homme est en augmentation, en particulier dans les zones où les investisseurs étrangers sont en train d'implanter des projets tels que des plantations, des centrales hydro-électriques, des projets de type Mécanisme de Développement Propre (Clean Development Mechanism en anglais) ou des usines d'extraction. BIDCO prévoit d'établir 30 000 hectares supplémentaires de plantations de palmiers à huile dans les régions de Bunyoro, d'Iganga, de Gulu, de Mubende et dans d'autres zones. Il

est primordial de signaler que ces projets ne réduisent pas la pauvreté, au contraire, ils l'accroissent, empirant les conditions de vie de la population.

C'est pour cette raison qu'il est nécessaire que la société civile, le Gouvernement et d'autres personnes intéressées sensibilisent les communautés, dans des zones cibles, aux risques du palmier à huile, sachant que le cas de Kalangala peut en donner la preuve vivante. Cela était totalement en phase avec les objectifs de l'Ecole de la Durabilité, dont celui de rendre le pouvoir de décision aux communautés pour identifier leurs problèmes et se mobiliser en conséquence.

³ - Directeur de Forêts et Biodiversité.

⁴ - WRM, bulletin numéro 100.

⁵ - L'Ecole de la Durabilité est une initiative qui a été imaginée par l'association Amis de la Terre d'Amérique Latine, ayant pour objectif d'organiser et partager les diverses analyses, réflexions, actions et luttes des différents groupes membres d'Amis de la Terre International. Dans différentes régions du monde, les membres d'ATI reproduisent cette expérience.



Indonésie

la conservation avec une base communautaire

par Berry Nahdian Forqan⁶ et Ade Fadli⁷ - WALHI-AT Indonésie

L'Indonésie a perdu 72% de sa forêt naturelle au début du siècle précédent⁸. La déforestation incontrôlée a engendré la perte massive de la forêt tropicale, avec un des indices les plus élevés du monde. Les désastres écologiques ont augmenté chaque année alors que l'effort réalisé par le Gouvernement se borne à des actions de façade, sans réel effort sérieux pour réduire et prévenir ces catastrophes. Les forêts sont une source de vie pour la majorité des indonésiens : environ de 60 à 80 millions d'habitants dépendent d'elles pour se nourrir, se soigner et trouver refuge. Parallèlement à la destruction croissante des forêts augmente le niveau de pauvreté de la population.

Selon la loi forestière, la forêt conjugue trois fonctions principales : conservation, protection et production forestière. Le premier cas se réfère aux forêts ayant des caractéristiques spécifiques, dont la fonction principale est la préservation de la biodiversité végétale et animale, ainsi que celle de l'écosystème. Le Gouvernement a donné comme interprétation à la conservation des ressources biologiques, selon l'Acte de Conservation des Ressources Biologiques et de ses Ecosystèmes, celle d'une gestion ayant pour but d'assurer la durabilité des réserves, maintenant et améliorant sa qualité de diversité et sa valeur.

D'un point de vue conceptuel, diverses politiques de conservation naturelle se basent encore sur le principe de la préservation, qui considère, de manière rigide, les ressources naturelles comme statiques, et qui donc doivent être préservées dans un musée et étiquetées avec la mention « Ne pas toucher ». Ce point de vue s'oppose au développement et nie la capacité dynamique de la nature⁹. Ces perspectives distinctes sur le sujet ont éventuellement pu engendrer des conflits continus dans le domaine de la conservation.

Actions de WALHI (Wahana Lingkungan Hidup Indonesia, Forum Indonésien pour l'Environnement)

En 2003, WALHI a noté un certain nombre d'expulsions dans des zones dites de conservation, comme par exemple dans le cas du Parc National (PN) Lore Lindu, du PN Kutai, du PN Meru Betiri, du PN Komodo, du PN Rawa Aopa Watumoi, du PN Taka Bonerate, du PN Kerinci Seblat et dans d'autres zones. Dans le Parc National Komodo, les pêcheurs ont encore l'interdiction de travailler dans leur aire de pêche traditionnelle, celle-ci ayant été déclarée, de manière unilatérale, comme centre du Parc National. D'autres exemples de cette tendance sont la construction d'une route au sein de l'écosystème de Leuser et du PN Gunung Leuser, l'expulsion et la fusillade en direction des pêcheurs dans le PN Komodo, l'Opération Napoléon dans le PN Wakatobi, l'expulsion de la tribu Dongi-Dongi dans le PN Lore Lindu et l'expulsion de la tribu Moronene du PN Rawa Aopa Watumohai.

La conservation s'est transformée en négoce, dont le mécanisme commencera à être visible quand, dans 5 ans, une organisation internationale de conservation mènera des études sur ces lieux

de conservation. Le thème de l'écotourisme est un prétexte pour réaliser ces opérations. Dans le Parc National Komodo s'est installée, il y a quelques années, une entreprise aux capitaux nationaux et étrangers, la PN Putri Naga Komodo, dont les actions appartiennent à une organisation de conservation internationale¹⁰, qui reçoit des subventions de la part d'institutions internationales de la finance pour renforcer son capital. Pendant ce temps-là, les groupes locaux de pêcheurs ont été forcés à chercher un autre espace de pêche, plus éloigné de leurs foyers.

D'autres découvertes furent aussi publiées par le journal The Washington Post : The Nature Conservancy, l'organisation de conservation la plus riche du monde, a été dénoncée pour coupe de bois illégale, pour une transaction équivalente à 64 millions d'US dollars, afin de nettoyer des chemins pour pouvoir construire de luxueuses villas sur des terrains vulnérables ainsi que pour la perforation de puits de gaz naturel en dessous de la zone de procréation d'espèces rares d'oiseaux¹¹. Le commerce d'espèces continue, incluant le trafic d'animaux et de plantes protégés, et l'échange d'animaux pour des jardins zoologiques ou pour des fins scientifiques. Durant l'année 2008¹², des selles, du sang et des extraits d'ADN de plusieurs espèces protégées, telles que des gibbons, des orangs outans et des rhinocéros de Sumatra, ont été remises.

Les communautés indigènes/locales ont établi une culture de gestion des ressources biologiques intra et intergénérationnelle. Plusieurs cultures ainsi que l'ordre local se sont construits sur la base d'une expérience empirique d'interaction communautaire avec la vie dans la nature. Cette gestion des forêts se maintient encore dans quelques parties du pays, comme par exemple Lembo, Simpukng y Tembawang au Kalimantan, ou encore Repong, Mone et Parak à Sumatra, et aussi dans les régions de Sulawesi, Bali, Nusa Tenggara, Maluku et Papua, ainsi qu'à Java.

En 1999, WALHI a exposé les principes du système de gestion locale, à savoir :

La population comme acteur principal (communautés locales/indigènes) ; des institutions de gestion établies, implantées et contrôlées directement par leur communauté ; un territoire défini et sûr légalement à préserver ; des interactions directes et poussées entre la communauté et l'environnement ; l'écosystème comme élément fondamental du système de mode de vie de la population locale ; le savoir indigène représentant une position importante et sous-jacente au système de gestion des forêts et des politiques, qui s'ajoute au savoir moderne pour enrichir les connaissances ; priorité à la technologie locale ou à celle qui a été adaptée, mais toujours dans des limites contrôlées par la population ; la production selon des principes d'économie d'échelle est limitée selon des principes de durabilité ; un système économique basé sur le bien-être de tous ; et une biodiversité sous-jacente dans divers domaines, tels que les espèces et la



génétique, les méthodes de culture et l'utilisation des ressources communes, les systèmes sociaux et économiques, etc.

La fonction de WALHI est de préserver les zones écologiques restantes, ce qui inclut l'encouragement des efforts de reforestation écologique et la reconnaissance de la part de l'État des espaces gérés de manière communautaire, et la réhabilitation de zones écologiques critiques afin de parvenir à rendre durable les ressources biologiques. L'Acte de Conservation des Ressources Biologiques et de ses Ecosystèmes devrait être étendu à la gestion des zones de protection et de conservation, mais aussi aux zones de conservation traditionnelles (système de gestion locale/indigène), afin d'assurer des modes de vie durables à la population indonésienne. WALHI espère que le Gouvernement et le Parlement pourront aborder les thèmes écologiques et socioculturels actuels du pays de manière plus intégrale, et qu'ils feront montre de leur intérêt et de leur préférence envers les communautés locales/indigènes et envers l'environnement. Par une prise de conscience de leur importance et en protégeant les sources de vie, ce pays peut atteindre de manière accélérée les idéaux d'indépendance.

6 - Directeur exécutif national de WALHI-AT Indonésie.

7 - Militant de WALHI-AT Indonésie et observateur des forêts dans la région de l'Est de l'île de Kalimantan.

8 - Institut des Ressources Mondiales (World Resource Institute), 1997.

9 - Ibid.

10 - "La Conservación Natural" (NdT).

11 - Sinar Harapan, Conservation NGO Performs Illegal Logging <http://www.sinarharapan.co.id/berita/0305/19/ipt01.html>

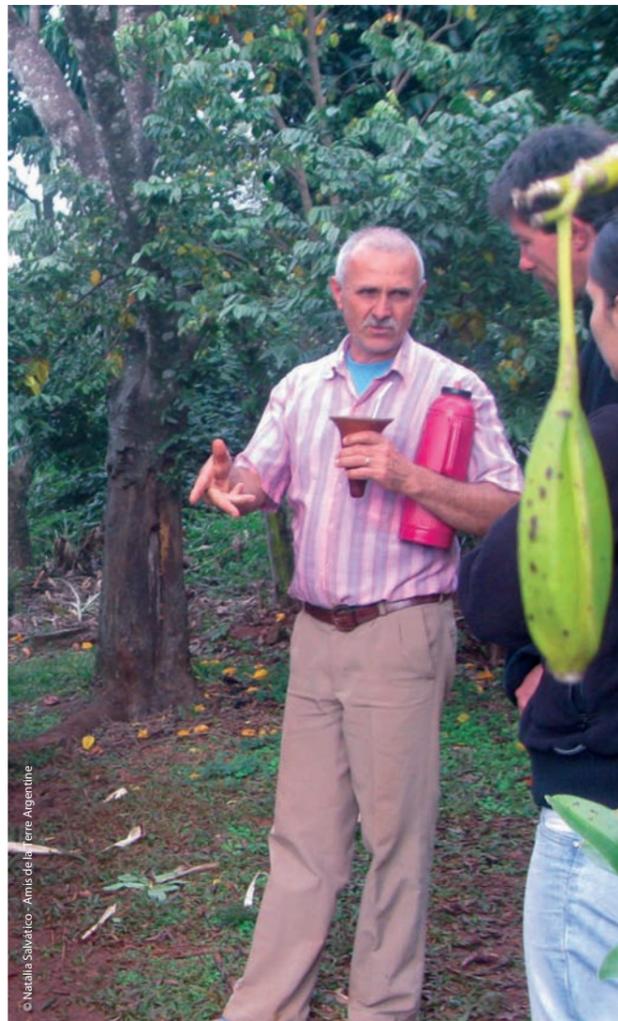
12 - Department of Forestry, Export Realization of Wild Animals and Plants (per October 2008), <http://www.dephut.go.id/index.php?q=id/node/4949>

Argentine

"Il y a toujours quelque chose à manger et à vendre"

par Eduardo Sánchez - AT Argentine

La province de Misiones, située au nord-est du pays, est une des plus petites, mais elle concentre néanmoins 40% des forêts d'essences exotiques du territoire national. L'avancée des monocultures industrielles, de tabac et de pin principalement, a fait croître la déforestation des forêts originelles avec pour conséquence la destruction de ses écosystèmes et le déplacement des communautés paysannes et indigènes de leurs territoires ancestraux. Ce déracinement et exode de nombreux jeunes est lié à l'impossibilité de continuer de produire dans un environnement sain. L'état de dégradation de nombreuses fermes, l'abandon des cultures traditionnelles (substituées par des essences végétales) et d'autoconsommation, et la perte de la souveraineté alimentaire sont aussi des conséquences du modèle de production intensive implanté depuis plusieurs années dans cette région du bassin du fleuve Uruguay.



Silvio Galle.

Une initiative se met en place

Reni Luft est brésilienne et vit en Argentine depuis qu'elle a 8 ans, elle est mariée avec Silvio Galle, argentin, et tous deux vivent dans une ferme familiale à 18 kilomètres de la ville d'El Soberbio, dans la province de Misiones. Comme tant d'autres familles de la région, qui ont fait le pari professionnel de monter une petite entreprise familiale et/ou communautaire, Reni et Silvio ont décidé, il y a 5 ans, de produire et de commercialiser des aliments, issus de leur propre potager, aux touristes qu'ils reçoivent chez eux, ainsi que sur le marché de la ville, à des boucheries, au camping et à un hôtel d'El Soberbio.

Cette région se caractérise pour sa production de tabac et de citronnelle, causes déterminantes de la dégradation socio-environnementale. D'après ce qu'il nous a été rapporté, « la culture du tabac emploie une grosse quantité de poison, ce qui pollue, provoque des dégâts environnementaux ainsi que des préjudices aux familles productrices d'aliments, parce qu'elles sont entourées par ceux qui cultivent du tabac. Le cultivateur de tabac s'empoisonne et attrape des maladies. De plus, tous les 2-3 ans, il faut défricher car le tabac a besoin de terre fertile ». Concernant les essences végétales, « le problème principal était le défrichage, car il y avait besoin d'une grande quantité de bois pour distiller la citronnelle dans les alambics. La production augmentait et la déforestation de la forêt originelle s'accroissait. Cela fit baisser les prix du marché, ce qui entraîna une chute des gains et l'abandon de la production eu pour résultat des champs complètement rasés et des sols qualitativement appauvris.

La famille décida de ne pas prendre part à ce système pervers qui tente, par absence d'alternatives, les producteurs locaux, et d'essayer d'auto-subsister grâce à la consommation de leurs propres aliments et de la vente des excédents. Avec l'aide de deux organisations non-gouvernementales italiennes, ils purent s'intégrer à une initiative de tourisme agricole, et ainsi perfectionner leurs produits et services : ils purent effectuer des travaux de réfection des installations, construisant un bungalow pour recevoir les touristes, une salle d'exposition de leurs produits, des toilettes et des panneaux de signalisation sur la route qui accède au lieu. Ce sont 14 familles, aux projets similaires, qui s'accompagnent, s'entraident et se réunissent pour débattre de l'avancée et du suivi de leurs projets.

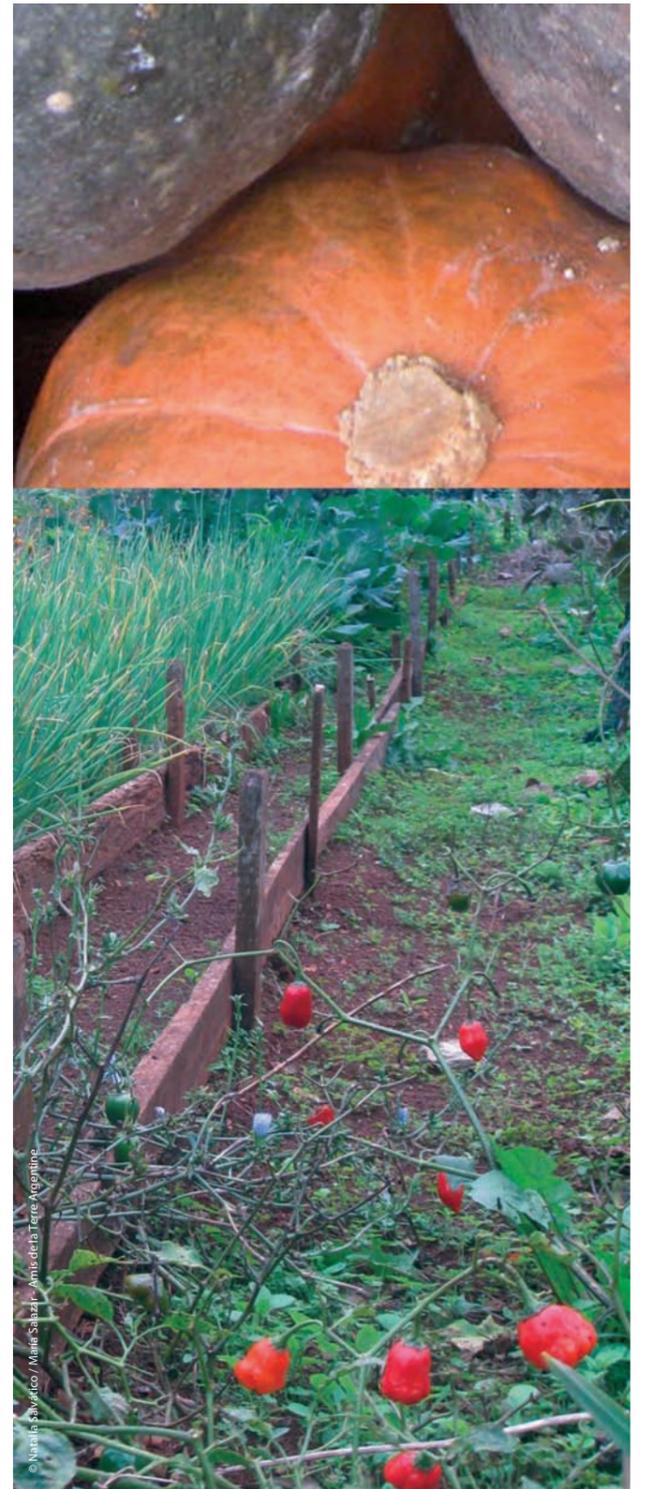
En tant que défenseurs de la biodiversité locale, ils nous expliquent : « parfois les gens regardent en direction de la colline mais ils ne remarquent pas les arbres et fruits autochtones, parce qu'ils ne les connaissent pas. Ici, il y a une variété de plantes locales, et tant que j'aurais un espace de libre, je veux continuer à les planter, car elles sont en train de disparaître et pour attirer les oiseaux qui mangent leurs fruits. Nous n'avons pas besoin de fertilisants artificiels parce que nous produisons de l'engrais organique. Nous utilisons des plantes aromatiques pour faire fuir les insectes, ainsi nous évitons les produits chimiques. Nous nous sommes habitués à produire sans poison et nous obtenons de bons résultats ».

Dans le même sens, ils affirment : « Avant nous produisions des cultures annuelles : soja, maïs, tournesol, coton, mais depuis quelques années, nous nous concentrons sur la culture d'aliments. Nous cultivons, pour l'autoconsommation, du manioc, des blettes, des oignons frais, des salades, du persil, de la betterave, de la patate douce, de la canne à sucre, des cacahuètes, et parfois, il en reste pour en vendre. Avec les fruits nous élaborons des bonbons, des liqueurs et des jus de fruit naturels. Nous faisons aussi différentes sortes de pains et pâtisseries : des gâteaux, du pain, des petits fours, des biscuits, des tartes. J'ai une vache et des poules pondeuses. Ainsi, tu t'installes, tu t'enracines, tu prends soin de la terre et de ce qu'elle produit. Tu apprends à parler aux autres, tu dois vendre au marché, il est donc nécessaire que tu expliques ce que tu fais et comment, au début ça me faisait peur de parler. Tu apprends à gérer de l'argent, surtout les femmes qui restaient chez elles et qui vont maintenant au marché vendre leurs produits. Tu romps ainsi ta routine quotidienne. »

L'initiative à laquelle participent Reni et Silvio ne leur permet pas seulement de produire pour manger et vendre, mais aussi d'avoir une vie sociale très active, participant à des programmes radiophoniques, ainsi qu'à quelques réunions du Movimiento Agrario Misionero (MAM)¹³. Ils ne veulent pas revenir à la culture du tabac ou de la citronnelle, parce qu'ils en connaissent les conséquences. Leurs difficultés sont la commercialisation et le manque de bras pour produire : leurs fils, comme tant d'autres, sont partis en quête d'un « futur meilleur ». En contrepoint, ces petits entrepreneurs affirment que si « les cultivateurs de café réservent un ou deux hectares de terrain à la production d'aliments, ils peuvent récolter toute l'année, les cultures faisant l'objet d'une rotation et il y a toujours quelque chose à manger et à vendre ».

Grâce à la campagne que nous menons dans la région en tant qu'Amis de la Terre Argentine, intitulée « Alliance Régionale contre les Monocultures Forestières et de Soja dans le Bassin du Fleuve Uruguay », nous avons pu faire connaissance avec l'organisation « Mas Vale » de la ville d'El Soberbio, qui nous a fait partager les expériences vécues par ces familles dans la région. Suite à la visite à différentes initiatives entrepreneuriales, nous avons pu dialoguer avec les familles paysannes, pouvant prendre connaissance des joies et des difficultés qu'elles rencontrent.

Un des axes de notre stratégie de campagne a été la réalisation d'ateliers avec la communauté locale à propos de l'exploitation durable de la forêt originelle. Ces rencontres ont permis d'aborder la problématique de la déforestation, des monocultures, de l'utilisation de produits agro-chimiques, ses conséquences et alternatives, avec une approche locale. Comme organisation Amis de la Terre Argentine, nous pensons qu'il est fondamental et encourageant pour la mobilisation de diffuser ce type d'expériences, qui permettent que les communautés résistent contre le modèle en étant force de proposition, à travers des initiatives propres, vecteur de changement.



13- Mouvement agraire formé dans la première moitié des années soixante-dix, regroupant des agriculteurs de petites et moyennes exploitations.

Colombie

la résistance: une histoire qui vient des plateaux et qui se transforme en rivières d'aliments.

article élaboré à partir d'écrits de María Stella Sandoval – CENSAT (Centro Nacional Salud Ambiente y Trabajo) - AT Colombie

La vie dans la Province de García Rovira est basée sur l'agriculture. C'est une zone riche au potentiel varié, où l'on peut récolter de la pomme de terre, de l'oignon, du yucca, du maïs, des haricots secs, de l'agave, de la canne à sucre, du tabac, des mûres, de la « naranjilla » (solanum quitoense), des tomates d'arbre, de la papaye, des oranges, des bananes, et d'autres aliments. L'économie en lien avec l'élevage de bétail est aussi fondamentale. Ces richesses peuvent compter sur une « usine à eau », qui s'étend sur une superficie égale à 37,5% du territoire, le páramo (biotope néotropical d'altitude) El Almorzadero. Tout se conjugue pour que cette région puisse garantir son alimentation ainsi que celle des alentours, ce qui préfigure sa culture, même si certains éléments s'y opposent : le dénigrement du rural, l'implantation de formes de production nuisibles, et considérer le páramo comme un possible fournisseur de minéraux. La pression est persistante en faveur de l'introduction d'une mine de charbon, ce qui a déjà détérioré les sources d'eau, le sol et l'identité.

Apparition d'une association de producteurs agro-écologiques

En 1998, des familles d'agriculteurs qui firent connaissance à la suite des menaces exercées contre la páramo, décidèrent de constituer l'Association de producteurs/trices de García Rovira, Agrovida, pour améliorer leurs conditions d'existence et faire front face aux dangers encourus par leur culture. Ces familles sont issues de diverses communes de la Province : Málaga, Cerrito, Concepción, Enciso, San José de Miranda, San Andrés et Molagavita. L'association commença à prendre forme et avec elle une plus grande variété de problématiques.

Sa priorité fut de concevoir des alternatives au processus de commercialisation, un problème commun, car le modèle conventionnel homogénéise les goûts, au point que les variétés indigènes sont méconnues et ne sont plus demandées. Les circuits de commercialisation conventionnels ne sont pas non plus une garantie, étant donné que les intermédiaires mélangent les produits traités chimiquement avec les produits bios, provoquant un certain découragement.

Pendant l'année 2000, dans la commune de Málaga, a eu lieu la Fête Nationale de la Semence Traditionnelle, avec des trocs, réunissant à plus de 400 paysans, agriculteurs/trices, organisations de base, environnementalistes, indigènes et académiciens/ciennes. Avec les années, Agrovida a réussi à retrouver, entre plusieurs protecteurs, plus de 100 variétés de pomme de terre, 40 de fèves et 30 de haricots secs, diversifiant ainsi les banques de semences in situ.

Agrovida sollicita à la commune un espace, et en 2002 fut inauguré le Marché Agro-écologique Paysan de la Province de García Rovira. Organisé tous les mois, il promouvait la culture paysanne, sa musique, proposant de la chicha

– boisson de maïs fermenté, des fruits, des légumes et des plats traditionnels tels que l'angú¹⁴ - galette de maïs concassé, des sucreries, des fleurs, des œufs, des poulets fermiers, des fromages et du lait caillé, entre autres.

Les trocs, entre familles des zones hautes et basses, deviennent possibles. Ce qui permet d'apprécier la dimension de la richesse naturelle locale, et la nécessité de renforcer les alliances avec d'autres paysans. Ce marché fut organisé pendant 2 ans, ce qui aida à définir des critères et des stratégies. Des sujets importants tels que la production, les prix, la présentation ou encore l'emballage étaient débattus. Les participants déjeunaient ensemble, avec les aliments



© Martha Isabel Calle

que chacun avait apporté de chez lui.

Des questions commencèrent à se poser : comment établir une relation de confiance avec les consommateurs/trices et leurs assurer que leurs produits sont vraiment sains ? A quel prix vendre leurs aliments, et à qui ? Comment garantir la disponibilité des produits ? Comment permettre l'arrivée sur le marché de produits agricoles cultivés dans des endroits reculés ? Comment garantir que la souveraineté alimentaire des familles paysannes associées ne soit pas mise en danger ?

Une des premières décisions prises fut de commercialiser seulement les excédents des familles productrices. La production agro-écologique devait pouvoir être accessible aux populations les plus vulnérables et donc, pour cette raison, les prix devaient être ceux du marché conventionnel. Un surcoût aurait signifié l'exclusion des plus pauvres, et réserver ces produits aux seuls secteurs argentés.

La décision de certifier les produits biologiques fut cruciale, certification qui était déjà encouragée par les institutions spécialisées, bien que dans de nombreux cas en imposant des restrictions sévères aux organisations familiales, en leur niant des options de crédit communautaires, la certification se convertissant en un mécanisme de domination et d'endettement qui ne prenait pas en compte la justice sociale, parce qu'elle ne garantissait pas des conditions de vie et de travail dignes pour les travailleurs/euses, en plus d'être élaborée plus en faveur de l'exportation que de garantir l'autonomie alimentaire. En conséquence, une autre décision fut prise : établir une relation avec les consommateurs/trices, via la certification de confiance, qui devrait être élaborée à partir de visites des processus productifs agro-écologiques, selon un système qui reste à mettre en place.

En 2005 a eu lieu la Rencontre Nationale des Marchés Ecologiques, où ont été débattus des sujets tels que les négociations et accords réalisés dans le cadre du Traité de Libre Commerce (TLC) avec les Etats-Unis, alors nommé ALCA, et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ; les conséquences pour les cultures paysannes de la promotion des chaînes productives ; les menaces du commerce agricole et des marchés verts pour l'exportation, promus par les institutions financières internationales et transnationales ainsi que par le gouvernement national ; les conséquences de la production « propre » pour satisfaire les consommateurs à hauts revenus, au détriment de la diversité et de la souveraineté alimentaire des peuples.

En 2007 est décidée l'ouverture d'une Boutique Communautaire d'Economie Solidaire, qui renforce l'organisation d'autant plus. Son objectif est de mettre à disposition ce dont les familles paysannes ont besoin mais qu'elles ne produisent pas: aliments de base, en excluant les cigarettes et les alcools,

boissons gazeuses, et d'autres produits de transnationales comme Coca-Cola ou Nestlé.

La priorité est donnée à la production paysanne et locale, en plus de ne pas proposer de produits qui soient en compétition avec ceux étiquetés Agrovida : café, haricots secs, pollen, quinoa, sucreries à la noix de coco, gels, panela (sucre de canne non raffiné), crèmes, jambon, shampoing ; cette démarche rend concrète la solidarité et génère de la confiance entre les producteurs, qui peu à peu ont été convaincus des bontés des produits d'Agrovida.

L'idée est que les ressources économiques des plus de 700 familles paysannes mises en réseau soient redistribuées entre elles, et qu'elles ne travaillent plus pour les grandes entreprises. La boutique fonctionne selon les principes de l'économie solidaire : dépôt et retrait libre de produits, démocratie, répartition équitative des excédents, éducation permanente et intégration associative. Actuellement, des produits issus d'autres processus organisationnels sont mis en vente: thé de feuille de coca, rhum réalisé à base de feuille de coca, dérivés de quinoa, d'amarante et de maca, chocolat écologique, fleur de rose de Jamaïque et des crèmes ; et une réflexion a débuté sur la construction d'un entrepôt communautaire, qui serait administré par Agrovida.

La crise climatique affecte déjà drastiquement la région, et particulièrement la population paysanne. La rareté de l'eau pour l'arrosage et l'intensité des rayons solaires ont réduit les niveaux de production¹⁵, dans beaucoup de cas à la seule autoconsommation. Pour cette raison, diverses alternatives sont étudiées : la conservation de l'eau doit prendre en compte toutes les expériences communautaires paysannes, en incluant les petites boutiques. Sur ce point, il convient de rappeler l'importance de lutter contre les menaces de ce paradis d'eau, avec l'avancée des projets miniers.

En prévision, une initiative populaire se prépare afin que le conseil municipal déclare le páramo « zone libre d'exploitation minière », indiquant que les entités territoriales doivent réguler l'exploitation des sols, limitant spécifiquement les zones de protection spéciale. Cette initiative est en train d'être diffusée auprès de la population de l'autre commune touchée par la concession minière, pour qu'elle lance elle aussi de nouvelles idées. Néanmoins, il faudra sans aucun doute la participation de toute la Province pour stopper cette nouvelle menace qui, si elle s'étend, deviendra le pire des dangers pour l'intégrité du territoire, la biodiversité et la souveraineté alimentaire.

14 - L'angú, comme d'autres plats traditionnels, était en train de se perdre dans la région, aujourd'hui il est de nouveau préparé et vendu sur la place centrale de la ville, pour contribuer, d'une certaine manière, à son sauvetage.

15 - Quelques produits, comme les haricots secs, le maïs, le blé, le quinoa, ainsi que d'autres produits transformés, tels que le café, le miel, le pollen, les vins et les sucreries n'ont pas été affectés tant que ça, car pouvant être entreposés pendant un certain temps. Au contraire, la production de fruits et légumes a été limitée dans son ensemble, mis à part la mangue, l'orange, la mandarine, le citron et la banane.

Costa Rica

une expérience de gestion communautaire de la forêt et de l'agriculture paysanne

par Mariana Porras¹⁶ - COECO Ceiba - AT Costa Rica

Au Costa Rica, l'Institut de Développement Agricole (Instituto de Desarrollo Agrario - IDA) a géré, depuis la décennie des années soixante-dix, un vaste programme de distribution de terres à des familles paysannes. Dans ce but, il acquérait des terrains appartenant à des propriétaires privés et y établissait des « lotissements paysans ». Chacun d'eux compte, en général, une partie dédiée à l'urbanisation et une série de parcelles, de taille similaire, réservées à l'activité agricole.



De plus, l'IDA pris soin, au moment de planifier l'installation de ces « lotissements paysans », de préserver une partie du terrain pour en faire des zones de protection ou de réserve : des zones humides (humedales), terrains en pente, espaces couverts de forêts primaires, et sites de réapprovisionnement de nappes phréatiques ou naissantes. Bien que dans la majorité des cas il s'agisse de surfaces forestières de moins de cinquante hectares, une richesse biologique exubérante se maintient en leur sein, incluant des espèces en voie de disparition, d'autres endémiques ainsi que des éléments vitaux de la vie sylvestre¹⁷.

Bien que les titres de propriété de ces lotissements, selon la loi forestière, appartiennent au Ministère de l'Environnement (MINAET), de nombreux titres se trouvent actuellement dans des limbes légaux et administratifs, la majorité d'entre eux demeurant donc dans les mains de l'IDA. Cette situation a empêché la bonne gestion des titres de propriété, et dans le pire des cas, a eu pour conséquence que certaines de ces zones aient été détruites par le feu, aient été envahies ou qu'elles soient l'objet d'indices élevés de chasse ou de coupe illégale, sans qu'aucune des institutions prenne ses responsabilités.

Dans la zone de Huetar Norte, qui représente 14% du territoire national, la présence de ce type de lotissements est particulièrement importante. 136 lotissements paysans sont recensés dans cette région, pour une extension totale d'environ 46 900 hectares, où vivent 8 600 familles, pour une population estimée à 55 665 habitants, ce qui équivaut au tiers de la population régionale. Environ 25% de ces lotissements possèdent (ou ont possédé) des forêts communautaires d'une dimension supérieure à 5 hectares.

Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, différentes organisations paysannes, conjointement avec COECOceiba (l'Asociación Comunidades Ecologistas la Ceiba) – Amis de la Terre Costa Rica, ont commencé à attirer l'attention sur ces réserves et leur potentiel au sein d'une stratégie de gestion durable du territoire. De plus, un effort important est en train d'être réalisé pour obtenir une meilleure connaissance de ces forêts communautaires de la région, en les situant grâce à un système d'information géographique, et en évaluant leur état, d'un point de vue biophysique ainsi qu'au niveau organisationnel existant concernant leur gestion et conservation.

Le lotissement paysan de Sonafluca

Une expérience réussie de gestion communautaire des forêts est celle du lotissement Sonafluca, situé entre les cantons de San Ramón et de San Carlos. Il compte 1 750 hectares de terrains et 112 parcelles individuelles. En plus des trois communautés bien installées de Santa Lucía, Tres Esquinas

y El Bosque, il y a 146 hectares qui correspondent à la forêt communautaire.

Depuis la création du lotissement, à la fin des années quatre-vingt, ses habitants ont lutté à plusieurs reprises pour préserver la forêt, comme par exemple en 1994 quand 21 de ses hectares furent envahis.

Sa caractérisation est majoritairement celle d'une forêt primaire, probablement boisée pour certaines parties. Il possède une biodiversité fournie, autochtone, et accueille des arbres menacés tels que le Manu (*Minquartia guianensis*) et le Tostado (*Sclerolobium costaricense*).

Cette forêt fait partie de la zone d'amortissement de la Forêt Eternelle des Enfants (Bosque Eterno de los Niños), et possède le potentiel pour se relier en corridor biologique avec la forêt appelée la Pajuila (récente, elle est située sur la communauté de Santa Lucía). L'Association Administratrice des Systèmes d'Aqueducs et d'Égouts Communaux (Asociación Administradora de los Sistemas de Acueductos y Alcantarillados Comunal - ASADA) est celle qui veille sur cette forêt, étant donné que les sources qui approvisionnent tout le lotissement et quelques communautés voisines se situent sur son territoire.

La forêt communautaire s'appelle « Réserve Biologique Dendrobates » et dispose d'une infrastructure basique pour le tourisme rural, qui inclue une maisonnette d'accueil, avec toilettes, une salle, un sentier court d'un kilomètre et un autre de 5 kilomètres de long. Il y a, de plus, un réservoir d'eau avec des robinets.

Concernant les parcelles qui composent le lotissement, elles ont une taille moyenne de 4 – 5 hectares, et se caractérisent par leurs systèmes agro-forestiers, au sein desquels combinent des cultures comme le yucca, l'igname (ñame, *Dioscorea*), le chou caraïbe (*Xanthosoma sagittifolium*), la papaye et une variété de légumes, entre autres, ainsi que du bétail et des arbres disposés en haies ou sur des petites parcelles boisées. Une partie de ce qui est produit est réservée à la consommation familiale, la partie restante étant distribuée sur le marché national. Il est important de souligner que dans ce lotissement, la majorité des parcelles ont gardé leurs propriétaires d'origine, sachant que dans d'autres lotissements du pays, selon les informations obtenues, les parcelles sont vendues à de grandes entreprises agro-industrielles, exerçant une pression pour développer des monocultures, tant agricoles que forestières.

Malgré la solide organisation communale, les menaces restent latentes, principalement contre la forêt, étant donné qu'il n'existe pas de limite de la zone et que quelques parcelles voisines font partie de cette zone. D'autre part, bien que la



protection, la gestion et la consolidation de ces zones soient réalisées grâce à l'organisation communale, ces territoires demeurent propriété de l'Etat et le travail effectué n'est pas reconnu, ce qui rend encore possible un refus concernant la permission d'administrer ces zones pour développer des activités telles que le tourisme communautaire, l'éducation environnementale, l'utilisation du bois au sol, de plantes médicinales ainsi que pour fabriquer de l'artisanat. Enfin, la population craint que, en cas de modification de la législation environnementale, il existe une possibilité pour que la gestion passe aux mains du secteur privé, ce qui constitue une menace grave étant donné la grande quantité d'eau produite dans cette forêt.

Pour cette raison, il est essentiel que soit reconnu le droit communautaire que possèdent les communautés sur les forêts, sachant que c'est grâce à elles que l'exploitation durable de ces espaces a été permis, en les intégrant dans leurs stratégies d'amélioration de leur qualité de vie et en définissant les règles de leur protection et usage. Parallèlement, ce sentiment d'appartenance a permis à ses habitants de comprendre l'importance de la défense du territoire, en conservant leurs terres et en les travaillant pour cultiver des aliments variés.

16 - Ingénieure forestière, elle est membre de l'Asociación Comunidades Ecologistas la Ceiba – Amigos de la Tierra Costa Rica (COECOCEIBA-AT), et travaille sur la thématique Forêts et Biodiversité.

17 - COECOceiba, 2003, San José. "Flore des forêts communautaires de deux villages paysans dans les régions hautes". COECOceiba, 2006, San José. "Inventaire de la flore présente dans les bois communautaires de trois villages paysans situés dans la forêt humide du littoral". Les deux sont consultables: www.coecoceiba.org

Salvador

les Cuzcatlecos, un exemple de travail et de lutte pour la conservation de nos semences autochtones

par Silvia Quiroa - CESTA - AT Salvador

Le Salvador est un des pays d'Amérique Centrale où la rareté des aliments et l'avancée de la destruction des écosystèmes ont engendré une crise alimentaire sans précédent. Celle-ci est due à divers facteurs, parmi lesquels les politiques publiques qui favorisent l'importation de céréales et d'autres aliments qui font partie de l'alimentation de base pour maintenir la demande sur le marché, sans mettre en valeur des programmes qui encouragent la production et la diversité des cultures. Ainsi, le secteur agricole s'est affaibli de manière démesurée, les petites parcelles produisant seulement pour l'autoconsommation, sur des sols appauvris, et en ayant une productivité très faible, résultat de l'usage excessif de produits chimiques, promus par leur distribution aux agriculteurs, qui bénéficient aux commerçants agricoles au capital transnational, tels que Monsanto, Bayer et Syngenta, en autres.

D'autre part, la crise climatique mondiale fait ressentir ses effets de manière encore plus accrue sur des terres hautement déforestées comme celles du Salvador : 88,7% de son territoire est vulnérable face aux menaces de catastrophes naturelles, comme l'explique l'équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe (UNDAC). Il s'agit d'un des pays les plus vulnérables du monde, ce qui provoque des anomalies dans les zones destinées aux cultures.

La conséquence la plus palpable est la hausse des prix des aliments sur le marché, qui ont augmenté de fait jusqu'à 45% en 2008, en comparaison avec l'année précédente. Selon la Fondation Salvadorienne pour le Développement Economique et Social (Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social - FUSADES), 25% de la population rencontre aujourd'hui plus de difficultés pour acheter ses aliments.

Autres sujets très graves, la perte de la biodiversité et l'érosion génétique, résultats de l'usage massif de produits chimiques pour l'agriculture, comme le glifosate, et la déforestation afin d'étendre les frontières agricoles, pour la production de canne à sucre principalement.

Enfin, il est important de rappeler que le secteur rural présente le taux de chômage le plus élevé du pays : pour l'année 2008, il était de 6% et 50% de la population de ce secteur vivait dans des conditions de pauvreté, selon l'Association Nationale des Travailleurs Agricoles (Asociación Nacional de Trabajadores Agropecuarios - ANTA).

L'expérience des Cuzcatlecos

Dans ce contexte, de nombreuses communautés rurales du pays se sont organisées et ont initié des actions visant à réduire l'impact de la crise alimentaire et à promouvoir des modèles durables de production, de distribution et de commercialisation

agricoles, comme dans le cas des Cuzcatlecos. Forts de participants issus de 8 communautés des communes de Monte San Juan, de Perulapía, de Santa Cruz Michapa et de Tenancingo, situées dans le département de Cuscatlán, ils ont commencé à s'organiser en 2006, en cherchant à partager des connaissances/expériences sur la manière de produire tout en prenant soin de l'environnement, ainsi que pour concevoir des alternatives à l'autoconsommation, et générer des revenus grâce aux excédents agricoles dans un contexte d'économie rurale déprimée.

Ainsi, les membres du groupe des Cuzcatlecos ont travaillé localement leur production horticole, ont réalisé des jardins nutritionnels et médicinaux, et ont élaboré des médicaments naturels pour répondre aux problèmes basiques de santé de la population. Le principe qui les régit est que toutes et tous font partie de la nature.

Aujourd'hui, les Cuzcatlecos ne sont pas seulement un groupe ayant acquis beaucoup d'expérience sur ces thématiques, ils ont aussi mis un pied en politique pour résister à l'introduction de produits transgéniques, en étant très actifs par des activités de militantisme à niveau national, pour que la Loi du Consommateur, concernant l'étiquetage de produits modifiés génétiquement, soit respectée, et en défendant la Loi des Semences qui interdisait la production de transgéniques.

Il est important de mentionner que quelques-uns de ses membres ont reçu des pressions de la part de l'Etat pour abandonner la production alimentaire sur leur parcelle et la remplacer par du jatropa (*Jatropha curcas* L.) ou du ricin commun (*Ricinus communis* L.), matières premières de biocarburants. Ils ont aussi soufferts de la distribution de produits agricoles de la part du gouvernement, qui non seulement contiennent des semences mais aussi des produits chimiques, ce qui démotive la population à se tourner vers des pratiques écologiques. A cela s'ajoutent les pressions exercées par les corporations du business agricole, Monsanto principalement, sur l'élaboration de politiques publiques.

Une des stratégies de travail du groupe communautaire des Cuzcatlecos est la promotion de la semence autochtone, en la récoltant, en la conservant et en la protégeant sur les bien-nommés sanctuaires de la biodiversité. Dans ce sens, des espaces se sont créés, comme les échanges de semences entre paysans/annes de différentes régions du pays. Ainsi, il a été possible de récupérer des variétés, de maïs et de haricots secs principalement, qui avaient disparues dans certaines régions du pays. Lors de ces rencontres, chaque participant expose sa méthode de conserver ses semences, ces rencontres se transformant ainsi en une école de récupération de pratiques ancestrales de production et de conservation de semences autochtones et comme en un lieu

de partage d'expériences de travail, de lutte et de prise de conscience.

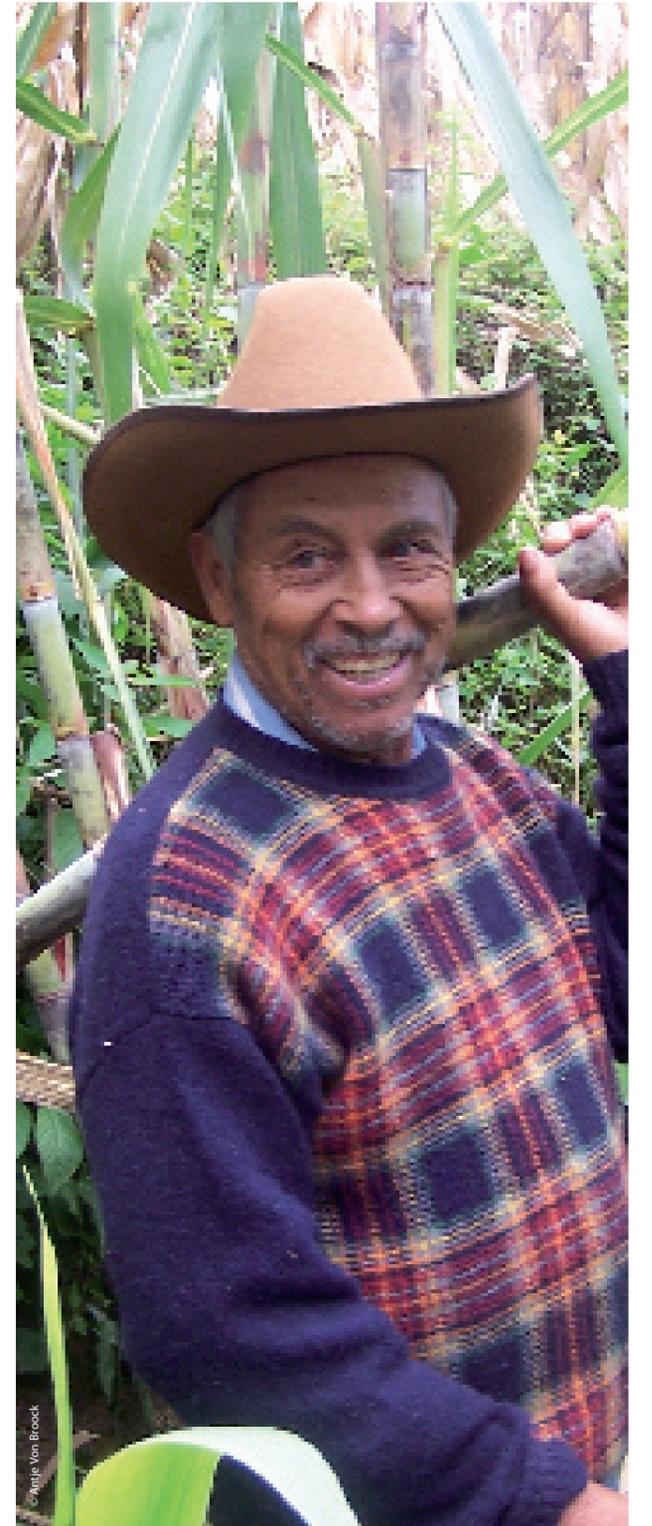
Ils ont aussi eu accès à un marché alternatif où s'expose et s'échange la production, où s'actualisent de manière permanente les inventaires de semences, et où se forment les participants à la conservation dans les sanctuaires de la biodiversité.

Ils appartiennent au Réseau Citoyen contre les Transgéniques (Red Ciudadana frente a los Transgénicos), qui participe à la Campagne Mésoaméricaine contre Monsanto. Dans ce sens, ils ont mis en place des actions de résistance contre les essais de cette entreprise de culture de transgéniques. Il est important de signaler que les liens tissés par le groupe des Cuzcatlecos avec diverses entités régionales et nationales ont été rendus possibles par CESTA (Centro Salvadoreño de Tecnología Apropriada) –Amis de la Terre Salvador et Amis de la Terre International, comme dans le cas des campagnes contre Monsanto, contre les monocultures, les biocarburants, et pour le sauvetage et la revalorisation des semences autochtones, entre autres.

Ils participent aussi à des événements internationaux, comme la Semaine Mésoaméricaine pour la Diversité Biologique et Culturelle et le Forum Mésoaméricain contre le Business Agricole et pour la Souveraineté des Peuples de Mésoamérique, espaces d'échange, d'apprentissage et de contact avec le travail d'autres groupes locaux.

Les acquis ont été nombreux. Une avancée importante a été de pouvoir accéder aux médias, ce qui leur a permis d'avoir plus de visibilité pour diffuser leurs propositions et réclamations. Ils gèrent actuellement, de manière conjointe avec d'autres groupes de micro-entrepreneurs/euses, des crédits du Ministère de l'Economie en faveur de productions de subsistance.

Ils ont aussi réussi à s'organiser en ce qui concerne la conservation des semences, « nous sommes organisés et cela nous a permis d'entrer en contact avec d'autres groupes, de connaître d'autres expériences et d'acquérir des connaissances. Nous avons appris à protéger et conserver l'environnement. Si je ne protège pas mon environnement, mon terrain ne me donnera pas les fruits que j'attends, ce qui signifie qu'il faut le diversifier, installer des haies vives » explique Guadalupe, membre du groupe.



Etats-Unis d'Amérique donner une chance aux consommateurs

par Eric Hoffman¹⁸ et Kate McMahon¹⁹ - AT Etats - Unis

L'Agriculture aux Etats-Unis d'Amérique (EUA) est une industrie toujours plus réduite, ayant toujours moins d'agriculteurs et une diversité qui diminue rapidement. Moins de 2% de la population vit aujourd'hui de ce qu'elle cultive, qui comprend toujours moins de variétés différentes – passant en moyenne de 5 variétés différentes cultivées par exploitation en 1990 à seulement 1 variété actuellement. Les 4 principales entreprises de semences contrôlent 43% du marché des Etats-Unis et 50% des droits de propriété intellectuelle – majoritairement de graines génétiquement modifiées.

Cette réduction de diversité au sein des exploitations agricoles a engendré une perte de biodiversité tant écologique qu'agricole. Entre 200 et 208 millions de kilomètres carrés minimum sont réservés tous les ans aux monocultures de matières premières les plus importantes, telles que le maïs, le soja, le blé et le coton. La monoculture est fortement dépendante de biocides et de fertilisants chimiques, ce qui a entraîné des pertes encore plus importantes en termes de biodiversité, menaçant non seulement les organismes nuisibles mais

aussi des écosystèmes entiers. Les biocides s'accumulent biologiquement au sommet de la chaîne trophique, certaines études démontrant la relation de cause à effet entre de cette évolution avec la mort massive d'oiseaux et d'amphibiens. De plus, les fertilisants chimiques se répandent dans les cours d'eau, provoquant la disparition de la biodiversité aquatique.

L'usage croissant de biotechnologies ne fait qu'exacerber les problèmes de l'agriculture industrielle. Monsanto contrôle aujourd'hui 60% du maïs et 62,5% des semences de soja et les brevets de ses modifications génétique. Les cultures génétiquement modifiées sont des « encouragements aux biocides ». Ça se traduit par une augmentation significative de la pulvérisation d'herbicides ainsi que du développement de « super herbes » qui deviennent résistantes à ces produits chimiques, ce qui entraîne l'utilisation de produits chimiques encore plus toxiques de la part des agriculteurs.

Bien qu'étant très éloignée d'un système alimentaire sain et juste, la population des Etats-Unis d'Amérique commence à prendre conscience des dangers de l'agriculture industrielle



et à soutenir ses agriculteurs et ses systèmes alimentaires locaux. Les communautés consomment maintenant des produits plus frais et plus nutritifs, alors que les agriculteurs sont payés de manière directe, l'argent restant ainsi au sein de la communauté. Les étiquettes portant l'indication « aliments sans organismes modifiés » sont celles qui ont connu la croissance la plus forte aux EUA, ce qui démontre que les citoyens commencent à rejeter cette technologie non testée, non régulée et dangereuse.

Expérience

Débutée en 1970, la mission d'Amis de la Terre EUA est de défendre un monde sain et juste. La campagne intitulée Alimentation et Technologie se trouve actuellement dans un processus de modernisation, et nous sommes en train de travailler pour lancer une campagne exhaustive traitant des problèmes systémiques au sein du secteur agricole. Un des premiers objectifs est d'éliminer les facteurs économiques générateurs de dégradation environnementale, grâce à des aides fédérales prélevées sur les impôts, des aides financières privées ou via d'autres initiatives financières. Concernant le secteur agricole, AT EUA a par exemple historiquement mené campagne contre les aides accordées à la culture de matières premières que soutiennent en premier lieu les opérations agricoles industrielles, ainsi que d'autres programmes d'aide à l'exportation de ces mêmes produits.

Actuellement, nous nous concentrons sur les aides aux biocarburants non durables, tels que l'éthanol de maïs, qui accapare plus de 30% de la récolte de cette céréale. Cette production est en compétition avec les prairies naturelles pour l'accès à la terre, ce qui provoque une réduction de la biodiversité. Cette compétition a eu un impact sur le prix du maïs, artificiellement haut, touchant non seulement les EUA mais aussi le monde entier, ayant pour conséquence la déforestation et d'autres formes de changement dans la manière d'exploiter la terre, ainsi que la réduction de la biodiversité. La production de maïs aux EUA requiert des quantités massives de fertilisants et de biocides, qui polluent les nappes phréatiques. Notre campagne a aussi pour but d'éduquer les législateurs et le public à propos du danger environnemental qu'engendre la politique étatsunienne en matière de biocarburants.

Une autre campagne, menée de longue date, s'attache à alerter le public sur les dangers qu'entraînent les organismes génétiquement modifiés. La science en matière de génétique crée de graves menaces pour la biodiversité et concentre le contrôle de la production agricole dans les mains de quelques sociétés. La plus grande révélation d'AT EUA a eu lieu en septembre 2000 quand, grâce à des preuves indépendantes,

nous avons découvert StarLink, un type de maïs génétiquement modifié, qui n'avait pas été approuvé pour la consommation humaine, dans des tacos de l'entreprise Kraft. Ils durent retirer du commerce des millions de paquets, ce qui permit de sensibiliser la conscience de la population sur les dangers représentés par les organismes génétiquement modifiés, sur la nécessité de recherches scientifiques suffisamment poussées ainsi que sur l'importance d'un étiquetage précis afin de pouvoir prendre des décisions tout en étant bien informé. Notre campagne sur la modification génétique se poursuit. Nous pensons que les animaux génétiquement modifiés et/ou clonés arriveront dans un futur proche sur le marché aux Etats-Unis, et nous sommes en train de travailler pour nous assurer qu'ils ne seront pas approuvés, ou que ces produits soient au minimum étiquetés en tant que tel, afin que les consommateurs aient la possibilité d'éviter ces aliments dangereux en vente sur le marché.

Aujourd'hui, nous sommes une des organisations environnementales à la pointe de la lutte contre l'approbation pour la consommation humaine du premier animal génétiquement modifié, à savoir un saumon de l'atlantique modifié afin qu'il puisse grossir deux fois plus vite. AT EUA est aussi une organisation clé de la résistance aux biotechnologies, nanotechnologies et biologie synthétique. Nous luttons pour les freiner et nous assurer que, si ces technologies atteignent quand même le marché, elles soient régulées de manière appropriée afin de protéger la population et l'environnement, et non pas les bénéfices des entreprises. Les technologies émergentes sont une menace pour la souveraineté alimentaire, étant donné qu'elles permettent déjà le brevetage de composantes constitutives de la vie pour des intérêts privés, et mettent en péril les agriculteurs, les travailleurs agricoles, la terre, la biodiversité et les citoyens en général.

L'usage croissant de semences génétiquement modifiées réduit la diversité de possibilités de graines ainsi que la souveraineté des agriculteurs et des consommateurs, et place le contrôle de ces options dans les mains des entreprises. Le recours croissant aux agro-combustibles exerce une pression sur les terres destinées à la production alimentaire ainsi que sur les écosystèmes naturels, célébrant dans le même temps un mariage louche entre le commerce agricole et les grandes entreprises pétrolières. Notre travail dans ces deux domaines thématiques pointe les problèmes les plus graves de la politique agricole des Etats-Unis.

18- Militant en Politique Biotechnologique.
19- Coordinatrice de la Campagne Biocarburants.

Guatemala

interview de Florinda Ramírez, de la ferme "Pour Venir", à Cuilco²⁰

par Claudia Jerónimo - CEIBA - AT Guatemala

« Cette ferme s'appelle "Pour Venir" (Por Venir) parce que tout est à venir. Par exemple, la vache et une des chèvres sont pleines : les petits, le lait et le fromage sont à venir.

Mon nom est Florinda Ramírez Ambrocio. Mon mari s'appelle Roberto. J'ai 5 enfants. Il y a environ 20 ans, nous avons commencé à planter des arbres sur notre parcelle intégrale. Avant, nous plantions des haricots secs et du maïs sur un terrain prêté, mais pas d'arbres, ni d'orangers, ni de café, parce que nous ne possédions pas de terrain. C'est pour cette raison que nous avons travaillé et acheté le terrain sur lequel nous nous trouvons actuellement, bien que ce soit un terrain très sec, avec beaucoup de pierres : il n'y avait rien.

C'est pour ça que mon mari n'était pas très enthousiaste quand nous avons commencé. Quoi qu'il en soit, nous avons semé des légumes, qui ont été emportés par la rivière le premier hiver, mais malgré ça, nous avons semé de nouveau. C'est comme ça que mon mari s'est décidé et a commencé à semer du fourrage, de mon côté j'ai ramené des arbustes pour pouvoir en exploiter le bois ultérieurement et, bien que je devais transporter l'eau pour arroser, nous avons étendu notre travail, nous avons commencé à établir une pépinière, à réaliser de l'engrais organique et à semer de la milpa²¹.

Nous avons commencé à mettre en place la conservation des sols suite à la tempête Stan, dans le cadre d'un programme d'eau potable ; à cette époque, nous n'avions pas de fourrage pour nourrir les animaux, c'est ainsi que nous avons élaboré des terrasses. C'est comme ça qu'a débuté la réelle diversification de notre parcelle de terrain. Nous avons compris que la protection du sol est essentielle sur ce terrain car quand la rivière déborde, le fourrage que nous avons planté le protège. De plus, si ce semi venait à être perdu, à cause d'une inondation que nous ne pourrions pas contrôler, nous avons des semences pour le replanter. Bien qu'il y ait encore beaucoup à faire, quand nous comptons combien d'espèces nous possédons dans la ferme, nous nous rendons compte qu'il y a beaucoup de diversité²².

Actuellement, nous possédons beaucoup de plantes différentes et beaucoup à manger, étant donné que mon mari nous a aidé. Je crois que nous n'abandonnerons pas notre travail, nous avons déjà fait beaucoup. Quand il n'est pas là, la famille se charge du travail, car ce n'est pas parce que le mari n'est pas là que ça signifie que tout est abandonné. C'est parfois un travail très dur, mais mes enfants m'aident. Toute seule, ce serait compliqué de laver les vêtements, prendre soin des enfants, s'assurer qu'ils vont à l'école, vendre le lait, qui est important pour gagner de l'argent. Nous les femmes, nous nous occupons surtout des animaux. A la maison, nous cuisinons avec ma belle-fille et mes filles. Nous allons chercher du bois, et parfois, l'après-midi, nous nous

réunissons avec d'autres femmes pour apprendre à faire des choses qui sont utiles sur une parcelle de terrain.

Nous allons continuer à agrandir, nous avons déjà occupé tout le terrain avec des bananiers, de la cannelle, des poivrons, des cacaotiers, des caïnites (*Chrysophyllum cainito*), des nèfles, de la noix de macadamia. Nous n'avons plus d'espace pour planter (rires), nous nous rapprochons des limites du terrain. Nous pensons planter du café, et profiter de l'ombre des arbres fruitiers, au lieu de les couper.

Nous possédons une banque de semences. Si on ne veut pas d'une graine, on la perd. Si on travaille sur sa parcelle, on ne perd pas cette graine, les plantes, les coutumes. Cette année, nous conserverons nos propres haricots secs. Les semences de maïs que nous cultivons sont autochtones, l'une d'elles est large et d'un jaune sombre, « d'avant », nous ne savons pas où mon beau-père l'a trouvée ; une autre est colorée, c'est un voisin qui nous l'a donnée. Nous sommes contents parce que quand nous récoltons, c'est quand nous coupons la milpa, c'est le moment où toute la famille travaille ensemble.

Pour moi, la souveraineté alimentaire est un droit qui est lié aux légumes, aux haricots secs, aux œufs, à la viande de la ferme. Nous vivons selon nos droits quand nous avons un espace pour produire, quand nous pouvons semer nos légumes, quand nous avons de l'argent, fruit de notre récolte, pour pouvoir acheter ce que nous ne pouvons pas cultiver parce que le climat ou les conditions ne le permettent pas. Chacun a besoin d'avoir un peu d'argent. Dans cette ferme, l'argent et la récolte sont partagés, c'est pourquoi il est important d'avoir une bonne relation familiale pour que la parcelle de terrain fonctionne. Quant à la vente des produits, elle s'effectue soit à la ferme, soit nous vendons de porte à porte dans la communauté ou nous allons vendre dans la village voisin.

Nous faisons des conserves de fruits, ma fille va les vendre à l'école, le cushin (*paterna*, *fabaceae-mimosideae*) aussi, c'est pour cela qu'elle possède maintenant un petit pécule, et ça lui permet de créer de bonnes habitudes. Mon plus jeune fils aussi vend des fleurs, que les gens viennent chercher, il commence à économiser. C'est important parce que nos enfants se rendent compte qu'on peut aussi vivre de la parcelle, elle contient beaucoup plus de ce qu'on peut imaginer. Ce que nous vendons le plus est du lait, du café, des piments, de la coriandre, des semences d'engrais vert (*soja*, *ambrevade* – *cajanus cajan*), des noix d'acromonia *vinifera*, des conserves, des sucreries, du fromage. Nous avons aussi des ruches qui nous fournissent en miel d'abeille.

Nous semons des plants de coriandre, de menthe, de chipilin (*Crotalaria longirostrata*), de cacahuètes et je récolte les graines. Nous avons aussi des légumes, des navets, des *Solanum nigrescens*, du bishnay et du mucus, qui poussent



entre les cafetiers... c'est ce qu'il y a de bien, de travailler la terre ainsi que de connaître d'autres plantes d'autres régions. Il faut demander aux voisins pour savoir quel type de plantes se mangent et comment, il est important de savoir comment pousse la plante, à quel endroit, quelles sont son odeur et aspect, parce qu'il y a des plantes qui se ressemblent mais qui peuvent être aussi dangereuses. Nous avons aussi des plantes médicinales, si nous tombons malade, nous les utilisons, tous mes enfants se sont soigné ainsi. Depuis plusieurs années, je vais au centre de santé seulement pour les vaccins. Nous avons aussi une bonne alimentation, beaucoup de légumes, des galettes de maïs, peu de viandes et beaucoup d'herbacées, du lait et du fromage pour que nous soyons en bonne santé. Il est fondamental d'être bien alimenté, pour ne pas avoir à dépenser beaucoup d'argent en médicaments onéreux.

Le partage en premier lieu avec la famille est admirable. Les échanges de connaissances et de semences avec d'autres familles nous ont aussi beaucoup appris. La taille de la parcelle n'a pas d'importance, ce qui compte, c'est l'intérêt, l'initiative. Le travail au sein de la communauté est plus difficile, mais il est important de la défendre contre la déforestation, contre les projets miniers... Les programmes de formation ne permettent pas toujours d'accueillir tout le monde, néanmoins on y partage ce qu'on sait, et on y promeut les connaissances, la participation et la lutte.

La mine est une grande source de pollution. Ça ne va pas nous aider. La rivière va nous apporter toute la pollution si la mine s'établit près d'elle. Si quelqu'un sème ses légumes, il souhaite que la rivière reste propre. L'alimentation saine sera

polluée. Près d'ici, ils ont évalué le potentiel pour implanter des mines. Nous ne sommes pas d'accord, parce que cette terre nous apporte de la chaleur pour que la milpa pousse, pour qu'il y ait de bonnes récoltes. L'eau va s'en aller, la terre va s'assécher.

Au Guatemala, il n'y a pas de bonne alimentation, ceux qui n'ont pas beaucoup de moyens doivent semer pour récolter. Même si ce n'est pas en grande quantité, même si c'est dans des pneus, il est possible d'avoir des plantes pour manger. Si on ne possède pas de terrain, on peut en louer et si on n'a pas beaucoup d'espace ou d'argent, il y a d'autres moyens pour planter. Il y a des lieux très éloignés, des terrains qui ne sont pas bien situés, en pente, ou ayant peu de terre fertile. C'est pour cette raison qu'il faut bien travailler dans la parcelle, prendre soin du sol, et planter la plus grande quantité de plantes. Il faut toujours travailler, cette année par exemple, nous devons améliorer le système de collecte d'eau et installer une cuisinière solaire, c'est ce qui est conseillé aujourd'hui. Il y a beaucoup à faire, nous sommes contents parce que maintenant nous avons plus que le seul fourrage sur notre parcelle intégrale...

Ce travail est bon, pour que nous soyons en bonne santé, pour que nous possédions la majorité de nos aliments. Je suis heureuse, mon mari aussi, parce que nous savons que nous travaillons, parce que nous avons à manger et aussi pour vendre. Nous nous plaisons à semer. Quand nous avons acheté ce terrain, nous avons planté du cushin (*paterna*, *fabaceae-mimosideae*), que nous achetions avant. Nous avons commencé à nous former et ainsi nous avons continué à travailler. Mon mari s'est tellement plu avec ce travail, qu'il a économisé et a acheté un autre terrain au Mexique. »

Florinda Ramírez, son mari Roberto et leurs plus jeunes enfants ont déménagé au Mexique à la fin de l'année 2010. La ferme « Pour Venir » est à la charge du fils aîné, pendant que la nouvelle parcelle, située de l'autre côté de la frontière, se diversifie et que la famille commence à socialiser avec ses nouveaux voisins la manière d'atteindre la souveraineté alimentaire. A CEIBA (Asociación para la promoción y el desarrollo de la comunidad) / Amis de la Terre Guatemala, nous promouvons la construction d'une vie digne, grâce au sauvetage et à la valorisation de la culture et de la biodiversité biologique. L'expérience de la famille Ramírez nous encourage à poursuivre la formation et le soutien aux familles qui impulsent la souveraineté alimentaire, la santé et la défense du territoire par leurs actions quotidiennes, quel que soit le lieu où ils se trouvent.

20- Cuilco est une commune du département de Huehuetenango, Guatemala, frontalière avec le Mexique.

21- La milpa constitue une association ancestrale mésoaméricaine de maïs, haricots secs, courges, herbes, tubercules et des fleurs.

22- C. Nájera 2010. Environ 97 espèces de plantes ont été comptabilisées dans la parcelle.

Suisse

L'initiative populaire en faveur de l'exploitation durable de la terre

par Bertrand Sansonnens, en collaboration avec Marcus Ulber et Marcel Liner - Pro Natura - AT Suisse

La Suisse est un petit pays, dont le territoire a été toujours plus urbanisé durant les dernières décennies, à un rythme très accéléré et d'une manière assez chaotique. Le développement de maisons individuelles augmente en soi le trafic et l'extension de l'infrastructure routière, ce qui engendre la perte de nos meilleurs terrains cultivables, et plus d'émissions de CO2. La Suisse possède depuis 1980 une loi d'aménagement du territoire plutôt bien faite ; cependant les autorités ne la font pas correctement respecter : par exemple, 30% de toutes les constructions sont bâtis en dehors des zones autorisées.

La ville s'étend rapidement en direction des terres aux altitudes les plus basses, les différences entre les centres urbains traditionnels, la campagne et les villages tendant à

s'estomper. Ce schéma se reproduit dans un certain nombre de localités des Alpes, au sein desquelles les centres touristiques se développent rapidement sur de grandes superficies. Etant donné qu'une part importante du pays se situe à haute altitude, seul un tiers de la Suisse est potentiellement apte à l'établissement de l'homme ; un quart, de ce tiers du territoire, a déjà été construit alors que l'agriculture et les forêts occupent le reste. En effet, l'expansion urbaine se réalise aux frais des terrains réservés à la production d'aliments, qui est en compétition pour l'occupation des mêmes terrains que l'habitat et l'infrastructure commerciale et de transport.

La suffisance alimentaire suisse est seulement d'un peu plus de 50%. Ce qui veut dire que le pays est hautement dépendant de l'importation d'aliments provenant du monde



entier (par exemple, la Suisse importe annuellement 250 000 tonnes de soja, majoritairement du Brésil). Ainsi, la perte de la terre cultivable du pays signifie une pression plus prononcée sur les terres du sud.

En dépit d'être célèbre pour ses magnifiques paysages et sa nature, la Suisse fait partie des pays européens ayant un des indices les plus élevés en termes d'espèces disparues, en danger ou menacées – que ce soit des animaux ou des plantes. Une des causes principales est la fragmentation des habitats naturels provoquée par l'infrastructure et l'intensification et l'industrialisation de l'agriculture, qui menace de nombreuses espèces faisant partie d'écosystèmes liés à l'agriculture traditionnelle, tels que les vastes pâturages (prés extrêmement variés biologiquement) ou les vergers dans lesquels poussent des arbres fruitiers de variétés autochtones anciennes.

Enfin, en plus de la détérioration constante de la structure et de la qualité du paysage, l'expansion urbaine est en train de menacer les valeurs culturelles de la population, alors qu'un système d'exploitation égoïste et individualiste de la terre met en danger l'espace collectif de diversion et de relaxation, et qui ironiquement pourrait menacer en dernier lieu le tourisme, si les touristes ne peuvent plus voir ce qu'ils viennent découvrir en Suisse.

Proposition de solution

Pro Natura – Amis de la Terre Suisse est une des Organisations Non-Gouvernementales les plus importantes de Suisse, forte de 107 000 membres et d'une histoire de 100 ans d'activisme en faveur de la nature. L'exploitation non-durable de la terre, thème largement ignoré au pays il y a peu, apparaît comme central dans la lutte, illustrant à la perfection les liens évidents entre les problèmes environnementaux majeurs de notre époque tels que la perte de la biodiversité et le changement climatique, en plus de souligner l'impact du mode de vie moderne et consumériste et la nécessité d'élaborer des politiques publiques qui servent à la fois de barrières et d'encouragements.

En raison de l'importance du thème et de la nécessité d'exercer une influence déterminante sur la société dans son ensemble, AT Suisse décida de lancer pour la première fois de son histoire une « consultation populaire », afin d'obtenir l'approbation d'une requête remise aux gouvernements fédéral et régional, pour qu'ils garantissent conjointement : une exploitation durable de la terre, en séparant très clairement les zones constructibles de celles où construire est interdit ; que les terrains agricoles soient préservés et exploités exclusivement pour la production d'aliments ; et que

la superficie totale constructible ne puisse pas être étendue durant les 20 prochaines années (sachant que des études ont prouvé que la superficie légalement constructible existante est suffisante pour répondre à une demande raisonnable pour les 30 prochaines années).

C'est un outil démocratique bien ancré en Suisse qui permet de forcer le gouvernement à organiser un référendum à niveau national, selon un amendement constitutionnel, campagne qui a été signée jusque-là par 100 000 citoyens et qui est aussi soutenue par 18 organisations - ONG environnementales, organisations locales d'agriculteur/trices bio, partis politiques verts et de gauche.

Le référendum aura vraisemblablement lieu au début de l'année 2012, et AT Suisse prépare une solide campagne pour convaincre une majorité de votants. Au-delà du résultat final, cette campagne est déjà un énorme succès étant donné qu'elle a réussi à mettre cette question au centre du débat, avec un important suivi des médias. De plus, quel que soit la décision des votants, le Gouvernement et le Parlement devront au préalable prendre position. Selon les discussions en cours, il est probable que la loi actuelle soit modifiée et améliorée comme conséquence de l'initiative. L'approbation de toutes nos demandes ne sera pas facile à atteindre, mais le thème sera largement débattu dans le contexte suisse pour plusieurs années, d'autant plus que les élections nationales auront lieu pendant l'année 2011.

Ce type d'action peut paraître assez éloigné des typiques luttes de base communautaire qui ont lieu au sud. En effet, la lutte menée par AT Suisse, dans une société hautement individualiste et riche, a lieu à un niveau institutionnel et de communication. Néanmoins, son objectif est, de fait, la défense des communautés rurales – et éventuellement de toute la population – contre les intérêts de certains qui souhaitent maintenir la société sur le chemin du développement non-durable, pendant qu'ils détruisent la nature et la culture. Il s'agit totalement de la préservation de la diversité naturelle et culturelle, faisant valoir une économie et un mode de vie basés sur la communauté et respectueux de l'environnement, pour sauver un bien commun, qui est limité de fait, pour son exploitation raisonnable pour les générations futures.

A Pro Natura-AT Suisse, nous sommes heureux et fiers, étant donné que la population suisse nous prête attention, et nous parions qu'à la fin, elles et ils nous donneront raison.

conclusions

Concevoir le droit à la Souveraineté Alimentaire sans penser aux forêts et à la biodiversité est pratiquement impossible. Travailler en faveur de la souveraineté alimentaire implique que chaque personne, famille, communauté, organisation, mouvement, gouvernement et région s'informe sur l'écosystème avec lequel il interagit et au sein duquel il peut disposer d'une abondante source de vie, qui lui procure aliments, médicaments, protection et bien-être. Mais cette interaction implique un compromis, non seulement de la part des communautés, mais aussi des Gouvernements pour garantir que les politiques mises en place bénéficient réellement aux habitants et aux ressources naturelles de chaque pays.

Dans la majorité des pays il existe une législation qui, bien appliquée, peut assurer une coexistence durable avec la biodiversité. Malheureusement, la non-application des lois, des conventions, des accords (nationaux et internationaux) se répète, ce qui ne favorise pas cette coexistence, attendant contre la culture populaire et son droit à la souveraineté alimentaire. Heureusement, il existe dans des régions aux réalités multiples des organisations et des mouvements qui promeuvent la défense du territoire afin de rendre viable différents espaces et lieux pour renforcer leur culture, cultiver des aliments traditionnels et s'organiser pour un futur durable.

Quand nous constatons la perte/l'absence de souveraineté alimentaire, nous pensons que nous ne sommes pas capables de produire – de trouver des alternatives, de récupérer ou de substituer les produits que nous consommons quotidiennement. Cette situation s'aggrave devant la nécessité de gagner de l'argent dans un monde dans lequel l'éducation, la santé, le logement et les aides gouvernementales ne sont pas élaborées/orientées pour améliorer les conditions de vie de la population ni pour renforcer l'économie paysanno-indigène mais pour que celles-ci soient toujours plus à la merci des mécanismes capitalistes de marché. C'est pour cette raison que beaucoup de familles se voient obligées de vendre leur récolte – leur subsistance – pour pouvoir financer, avec ces revenus, des services qui incombent au gouvernement ; il y a aussi toutes les nécessités créées de toutes pièces, peu essentielles à la survie, telles que les communications mobiles démesurées, la malbouffe, les fertilisants chimiques, et une série de produits qui pour la plupart pourraient être remplacés par des produits issus de la production familiale associés à une meilleure relation avec la communauté, la nature et la terre.

Cependant, nous recevons de bonnes nouvelles de travail et de lutte de la part de personnes, familles, communautés, organisations et mouvements issus du monde entier qui, au quotidien, vivent la souveraineté alimentaire selon leur réalité spécifique. Ces expériences montrent que ceux qui les vivent ont non seulement développé un lien avec la biodiversité qui nous entoure mais aussi avec les personnes qui dépendent de cette diversité, étant donné que concevoir la souveraineté

alimentaire implique d'être conscient des besoins des autres, penser et réaliser des actions qui soient bénéfiques à toutes et tous de manière juste et équitable, promouvoir un développement réellement durable au sein duquel il n'y ait pas de place pour les industries d'extraction et autres mégaprojets porteurs de grandes contradictions éthiques et pratiques.

Un des défis pour parvenir à la souveraineté alimentaire est le renforcement de l'économie locale communautaire. En Colombie, l'association Agrovida nous fait partager son expérience d'amélioration des conditions économiques, avec son idée concrète d'organisation d'un marché communautaire, où l'analyse du modèle économique en présence leur a permis de proposer une alternative valable pour renforcer l'économie locale. Dans cette démarche, les communautés souveraines ont la capacité d'élaborer et d'améliorer leur propre modèle de commerce et de confiance, ce qui permet de resserrer les liens communautaires et économiques qui les unissent. Faire connaître et renforcer cette proposition est possible si les communautés participent et jouent un rôle dans les médias locaux, si elles réalisent des actions continues et innovatrices afin d'avoir accès à des aliments et produits locaux qui, en plus de satisfaire des besoins spécifiques selon leur coutumes, renforcent leur confiance sans se voir imposer quelconques saveurs, formes, odeurs et couleurs.

La disponibilité d'aliments variés sur un marché local dépend en grande partie de la diversité de semences autochtones existant dans la région. L'avancée des monocultures, des usines de transformation, des usines de traitement pour l'exportation et des grands projets urbains – qui d'une certaine manière se développent grâce aux aides gouvernementales ou dans le pire des cas à cause d'une application déficiente de la loi – menacent la préservation et la continuité de la biodiversité. Dans le cas de communautés situées dans des pays aux superficies réduites, tels que Le Salvador et la Suisse, le développement de projets agro-industriels et urbains mettent en danger non seulement leurs lieux de détente, leur culture, leur production d'aliments pour l'autoconsommation, mais aussi les espèces endémiques et les ressources naturelles pour leur survie.

L'expérience salvadorienne du groupe « Los Cuzcatlecos » nous éclaire sur la manière avec laquelle ses membres ont mis en valeur les semences comme élément essentiel de la vie, démontrant le rôle fondamental qu'elles jouent quant à la souveraineté alimentaire : conjointement avec la terre, l'eau et la connaissance, les semences constituent la clé de la survivance. La protection des semences face aux menaces du marché est essentielle car dans les processus de commerce et de troc communautaires, elle n'est pas considérée comme une marchandise mais comme un élément du prolongement de la vie. A l'instar du groupe « Los Cuzcatlecos », de nombreuses communautés ont été menacées devant l'avancée des technologies et des organismes modifiés (au niveau génétique et aujourd'hui pointe une menace au niveau synthétique), dont la production met en grave danger les zones d'origine des cultures, ce qui nous rappelle et nous

invite à prendre connaissance de la provenance de nos aliments ainsi que de la législation qui entoure ces produits...et aussi à réagir face à ces menaces. C'est seulement ainsi que nous pourrions lancer des actions communautaires et nationales qui permettront la protection de la biodiversité et qui garantiront notre souveraineté alimentaire, pour pouvoir prendre le pas sur la production agroindustrielle destinée à l'exportation, comme dans le cas du Salvador.

Les populations salvadorienne et suisse (replacées dans leurs contextes très distincts) dépendent l'une comme l'autre de l'importation d'aliments. Amis de la Terre Suisse, avec l'expérience partagée dans cette publication, renforce notre proposition d'impulser des actions légales qui favorisent les conditions pour parvenir à la souveraineté alimentaire, au-delà des moyens économiques dont chacun dispose (la majorité de la population) pour s'approvisionner en nourriture, et qui permettent une cohabitation avec la biodiversité qui soit durable : les consultations populaires. Ce type de consultation a démontré qu'il était une déclaration radicale de défense du territoire et de la biodiversité qu'il abrite. Plus le lien est étroit entre la personne et le territoire, plus la joie et l'identification avec le travail réalisé à la campagne sont fortes, comme le démontre l'expérience vécue par une famille au Guatemala.

L'agro-écologie en tant que technique de production d'aliments, en parallèle à une formation politique, démontre qu'il existe un modèle de développement alternatif au sein duquel la terre mère a une place significative et qui promeut l'équité de droits entre les hommes et les femmes. Ce vécu est aussi une réalité pour de nombreuses familles en Argentine qui, en plus de produire des aliments de manière agro-écologique, diffusent leurs expériences en s'impliquant dans des émissions de radio et des campagnes sur l'exploitation durable de la forêt originelle. Cette idée se retrouve aussi dans l'expérience des communautés de Sonafluca au Costa-Rica qui approvisionnent les marchés locaux tout en œuvrant pour la reconnaissance du droit communautaire, lequel, fort d'une population maîtrisant ses principes, sert de guide pour que les états effectuent des alliances avec la population, qui lui permettront de garantir et protéger les ressources naturelles du territoire sur lequel elle vit. Ces alliances sont importantes parce qu'elles garantissent à des communautés entières de pouvoir continuer à vivre au sein d'écosystèmes qui leurs ont fourni les moyens de leur souveraineté alimentaire des milliers d'années durant. Quand les gouvernements permettent que des entités étrangères au territoire « investissent » dans la « protection et la gestion » de zones spécifiques, on court le risque que des peuples entiers soient privés de leur subsistance et de leur mode de vie.

Amis de la Terre Indonésie (Asie) nous offre une analyse assez critique de la manière avec laquelle quelques organisations de conservation font usage de zones où, historiquement, a existé un lien profond entre les hommes et la biodiversité. A partir de cet état des lieux, l'expérience de lutte qu'ils nous présentent

se tisse sur la compréhension de l'écosystème comme élément fondamental de la souveraineté alimentaire de la population locale et, au-delà, la compilation, la présentation et la promotion des systèmes locaux de gestion du territoire et de la biodiversité réalisées auprès du gouvernement.

Alors que dans certains pays les modèles de conservation ont été si mal interprétés/appliqués, au point d'affecter les populations indigènes qui cohabitent au sein de leur écosystème, dans d'autres régions, d'autres communautés doivent aussi mener des luttes pour s'opposer à l'avancée des monocultures et au vol de terres de la part d'entreprises aux capitaux privés, comme c'est le cas en Ouganda avec la production de palmiers à huile. Cette expérience nous relate les difficultés que représente l'opposition à des entreprises qui peuvent compter sur l'appui étatique pour introduire des systèmes de production de cultures qui non seulement occupent des espaces destinés à la production locale, mais qui aussi contaminent l'eau, modifient de manière radicale le paysage et qui font disparaître des zones entières de vie. Il devient indispensable de connaître la problématique, l'analyser, en discuter et être conscient que les habitants locaux doivent être prioritaires sur quelque initiative qui puisse mettre en péril leur vie et souveraineté ; c'est dans ce cadre que Amis de la Terre Ouganda agit, en sensibilisant et en renforçant les capacités des communautés, pour pouvoir se défendre face à ces entreprises.

Faisant face à la même problématique, Amis de la Terre Nigeria nous fait partager son expérience de dénonciation et de lutte contre l'implantation de monocultures d'arbres à caoutchouc ; le rôle des femmes est mis en valeur pour leur connaissance et leur interaction avec la biodiversité, qui a été un facteur déterminant pour réussir à freiner cette expansion.

Enfin, comme citoyens et consommateurs, nous devons aussi nous sentir invités à concrétiser la souveraineté alimentaire à travers diverses actions concrètes. Dans un pays comme les Etats-Unis, où le secteur paysan traditionnel a pratiquement disparu, où l'agriculture utilise les technologies de pointe et où la modification génétique est à l'ordre du jour, des actions telles que l'étiquetage de produits sans OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) peuvent faire une différence associées à la valorisation des marchés locaux, la préservation des variétés autochtones et le ralentissement du commerce global des aliments, aux mains de quelques entreprises seulement.

Les expériences présentées ici nous permettent d'avoir une vision panoramique des menaces assez distinctes les unes des autres qui mettent à mal la biodiversité et par conséquent notre souveraineté alimentaire, mais aussi de prendre connaissance des formes d'organisation et d'action de peuples divers pour un présent et un futur durables.



www.foei.org